
*Projet de base commune
adopté par le Conseil national*

**L'AMBITION COMMUNISTE
POUR DE NOUVEAUX
« JOURS HEUREUX »**

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| Résumé | 8 |
| Préambule | 9 |
| 1 2018-2023 : Des années d'action au service de la transformation du pays | 10 |
| 1. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19 | 11 |
| 2. Retour sur les élections locales et notre campagne des européennes | 11 |
| 3. Nos campagnes présidentielle et législatives : les communistes engagés pour de nouveaux « Jours heureux » ! | 12 |
| 2 Devant un défi de civilisation | 13 |
| 1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité | 14 |
| L'ère de l'Anthropocène et le défi de la crise écologique et climatique | 14 |
| La perspective d'une nouvelle crise | 14 |
| Le défi de la guerre et le danger des politiques de force | 14 |
| La crise et les contradictions de l'Union européenne | 15 |
| La course de vitesse avec les extrêmes droites | 15 |
| Les conséquences des crises sur les peuples | 16 |
| 2. De nouvelles potentialités prometteuses | 16 |
| L'exigence de l'action internationale | 16 |
| Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes | 16 |
| La gauche à la croisée des chemins | 16 |
| 3. Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF | 17 |
| 3 La France face à une crise de régime | 18 |
| 1. La nouvelle étape d'une crise systémique | 19 |
| 2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme | 19 |
| 3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français | 20 |
| 4. D'un « plafond de verre » à l'autre : la République en danger | 21 |
| 5. D'importantes forces disponibles à la contre-offensive | 21 |
| 4 L'actualité brûlante du projet communiste | 22 |
| 1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur le développement des capacités humaines, en harmonie avec la Terre | 22 |
| 2. Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital | 23 |
| 3. Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains | 23 |
| Le projet communiste passe par une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition | 23 |
| Le projet communiste passe par une révolution écologique | 24 |
| Le projet communiste passe par une révolution des relations entre générations, du travail, de la politique, de la culture | 24 |

| | | |
|----------|---|----|
| 5 | Ouvrir un nouvel horizon pour la France | 25 |
| | 1. Révolutionner le travail, la production et la consommation | 25 |
| | 2. Promouvoir les biens communs par le service public | 26 |
| | 3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique | 27 |
| | 4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle | 27 |
| | Remettre le peuple au cœur du pouvoir | 27 |
| | Engager la révolution féministe | 28 |
| | Relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations | 28 |
| 6 | Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple | 29 |
| | 1. Affirmer le socle social et politique du changement | 30 |
| | 2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante | 30 |
| | 3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner | 31 |
| | La situation de la gauche après la présidentielle | 31 |
| | Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives | 31 |
| | Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail | 32 |
| | 4. Porter nos idées dans toutes les élections | 32 |
| 7 | Poursuivre le redéploiement du PCF | 33 |
| | 1. Engager la bataille décisive du renforcement | 33 |
| | 2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail | 33 |
| | 3. Féminiser et faire vivre le féminisme | 34 |
| | 4. Étendre l'influence communiste dans la jeunesse | 34 |
| | 5. Reconquérir les milieux populaires | 34 |
| | 6. Franchir un nouveau cap pour la formation | 34 |
| | 7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes | 35 |
| | L'importance de la proximité : les cellules | 35 |
| | L'intérêt des réseaux thématiques et de salarié·es, des commissions thématiques | 35 |
| | Le besoin de solidarité interne | 35 |
| | 8. Faire mieux fonctionner les instances de direction | 35 |
| | 9. Faire vivre le réseau des élu·es du PCF | 35 |
| | 10. Renforcer nos revues | 36 |
| | 11. Développer nos médias départementaux et régionaux | 36 |
| | 12. Faire lire <i>L'Humanité</i> , bien commun des communistes et de leurs ami·es | 36 |

RÉSUMÉ

L'AMBITION COMMUNISTE POUR DE NOUVEAUX « JOURS HEUREUX »

Projet de base commune adopté par le conseil national du PCF

Ce projet de base commune adopté par le conseil national est porté par notre secrétaire national Fabien Roussel.

La préparation de notre 39^e Congrès intervient à un tournant de l'histoire de l'humanité qui affronte une crise capitaliste si profonde par son ampleur et sa globalité qu'elle pose la question de son devenir. Les crises, économique et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et sociétale, politique et démocratique, s'enchevêtrent pour faire peser de terribles menaces sur la planète et les peuples. La guerre en Ukraine, la militarisation des relations internationales, la confrontation entre impérialismes rivaux, les surenchères bellicistes de l'Otan font planer la menace d'une conflagration mondiale.

Révolution écologique, révolution du travail, révolution informationnelle, révolution monétaire appellent à une civilisation radicalement nouvelle, émancipée du capitalisme et du libéralisme, que nous proposons de construire pour répondre aux mobilisations sociales, à celles de la jeunesse pour la justice climatique, aux mouvements féministes pour l'égalité. Il s'agit de leur ouvrir une perspective de progrès, de démocratie et de paix.

Jamais autant le projet communiste n'aura été l'horizon civilisationnel et le chemin de lutte donnant sens à toutes les dimensions de notre action, au global comme au quotidien pour transformer la France et contribuer à un monde de paix et de coopération. Il se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, antiraciste, internationaliste à ce besoin de révolution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination.

L'extrême droite progresse partout dans le monde et menace plus que jamais la République en France alors que c'est la gauche désormais qui atteint un « plafond de verre » l'empêchant de regagner la confiance de millions d'hommes et de femmes dont l'engagement est indispensable pour arracher des victoires. Pour le changement social et écologique le salariat, les catégories populaires, le monde de la création, qui représentent l'écrasante majorité de la société, doivent s'unir et reprendre conscience de leur force.

Donner une autre majorité politique à la France face à la droite et à l'extrême droite demande l'alliance des forces politiques de gauche mais ne saurait s'y limiter. Et reconstruire la gauche exige de déployer une démarche ambitieuse et ne saurait se résumer à la participation à la Nupes. Faire gagner la gauche implique de relever les défis de la crise, de faire vivre le projet communiste dans toutes ses dimensions et de reconquérir les forces du travail pour transformer la France.

L'heure est à agir pour une dynamique populaire conquérante, à l'engagement dans les luttes, à la recherche d'espaces communs entre forces sociales et forces politiques dans le respect des spécificités de chacun-e, à la bataille d'idées. Nous voulons rechercher systématiquement l'unité dans l'action, sur la base d'accords partagés sur les contenus comme sur les initiatives, et mettre dans le débat public les propositions à même de permettre aux forces vives du pays d'investir la bataille politique. Dans le prolongement du programme « La France des Jours heureux », nous lions ainsi objectifs transformateurs et moyens de les atteindre par la conquête de pouvoirs contre le capital. Cela fait l'originalité et la cohérence, à gauche, de notre démarche stratégique.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'un Parti communiste, un grand parti populaire, utile et efficace dans les combats de classe. Un parti fraternel et démocratique dans lequel chacune et chacun, grâce au cadre collectif, maîtrise son intervention et construit son émancipation. C'est le sens des objectifs qui concernent notre renforcement, l'organisation du parti à l'entreprise et sur les lieux de travail, un parti féministe, le développement de l'intervention dans la jeunesse, notre réimplantation dans les catégories populaires, le franchissement d'un nouveau cap dans la politique de formation, la structuration de l'activité des communistes en insistant sur le travail de proximité, le fonctionnement des instances de direction, la vie de notre réseau d'élus-es, nos publications...

Avec cette base commune, nous pouvons rassembler les communistes pour prolonger les choix de notre dernier congrès avec Fabien Roussel et nous donner l'objectif de réaliser de nouvelles avancées dans le renouveau du communisme en France. Il vise à permettre à notre parti de s'emparer des questions nouvelles qui se posent à lui, sans en contourner aucune. En lui donnant une large majorité, chaque adhérent et chaque adhérente pourra l'enrichir du fruit de son expérience et exercer ainsi sa souveraineté démocratique.

PRÉAMBULE

Le monde et la France sont placés devant des défis colossaux. L'enjeu est de les relever, de tourner la page d'un ordre pris de convulsions, celui du capitalisme globalisé et financiarisé.

L'humanité est à un tournant de son histoire. Les crises, économique et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et sociétale, politique et démocratique, s'enchevêtrent et font planer de terribles menaces. Les inégalités se creusent, le changement climatique se traduit par des dégâts d'immense ampleur, les relations internationales se militarisent. La guerre en Ukraine fait resurgir le spectre de la guerre mondiale, un peu partout les forces de la réaction attisent les haines, le racisme et les paniques identitaires. En défense des droits sociaux, de l'égalité entre femmes et hommes, de la justice climatique, de la démocratie, d'importants mouvements populaires se manifestent pourtant, marquant que la résignation ne l'a pas emporté face à un ordre porteur de barbarie.

En France, un gouvernement minoritaire plonge le pays dans une crise systémique pour défendre les intérêts du capital. L'affrontement entre capital et travail ne cesse de s'aiguïser ; la droite et l'extrême droite rivalisent de discours racistes et liberticides pour diviser la société et empêcher qu'une majorité populaire ne se forme et puisse disputer le pouvoir. Mais les peurs engendrées par une mondialisation capitaliste chaotique et la défiance massive envers la représentation politique coexistent avec des forces disponibles à la contre-offensive, l'immense majorité du pays aspirant à un changement profond.

Jamais autant qu'aujourd'hui, le projet communiste n'aura été d'une telle actualité. Jamais, il n'y aura eu autant besoin de mise en commun pour faire reculer les tendances aux replis et à la concurrence de toutes contre toutes. Jamais, le besoin d'un mode de développement renonçant à l'immense gâchis de nos ressources n'aura été aussi impératif pour affronter les défis écologique et climatique. Jamais, la perspective de l'émancipation individuelle et collective, qui est le fondement même de l'idée communiste, d'une civilisation radicalement nouvelle basée sur le développement de toutes les capacités humaines n'aura autant correspondu aux attentes qui se font jour dans les sociétés. Jamais, nous n'aurons été à ce point fondés à nous revendiquer du communisme comme visée historique et chemin de lutte.

Nous voulons que notre parti soit un instrument toujours plus efficace au service de cette ambition universelle. Lors de leur 38^e Congrès, les adhérent·es du PCF avaient décidé de travailler au renouveau du communisme français, de surmonter le risque de son effacement. Il s'agit à présent de prolonger l'effort des quatre années écoulées qui, en dépit des difficultés nombreuses, comme celles provoquées par la pandémie du Covid-19, a engagé notre redéploiement et redonné de la visibilité au PCF et à ses idées, avec pour temps fort notre campagne de l'élection présidentielle. Il nous revient de prendre des décisions concrètes, dans l'objectif d'être un grand parti populaire, révolutionnaire et en capacité de mener des campagnes d'action et des batailles d'idées.

Nous portons l'ambition communiste de nouveaux Jours heureux, d'une France qui renoue avec le droit au bonheur. C'est dans cet objectif que sont ici proposés les grands axes qui font l'originalité du PCF et structurent son action pour répondre aux exigences du moment : révolution du travail, de la production et de la consommation ; promotion des biens communs par le service public ; nouvelles relations internationales fondées sur le partage, la coopération et la paix ; nouveau pacte républicain, source de droits décisionnels nouveaux pour les citoyen·nes et le salariat, afin de prendre le pouvoir sur le capital. De même, pour conquérir une majorité politique au service d'un changement profond et durable, nous voulons initier une dynamique populaire à même d'unir le monde du travail et de la création, toutes celles et ceux qui ont un commun intérêt au dépassement d'un modèle capitaliste de plus en plus destructeur. C'est la proposition que nous portons pour la France, pour le peuple, pour la gauche, mais aussi en Europe et dans le monde.



2018-2023 : Des années d'action au service de la transformation du pays

À l'issue de l'élection présidentielle de 2017, confrontés à des enjeux importants dans le pays comme pour l'avenir de leur parti, les communistes décidaient de la convocation d'un congrès extraordinaire. Cette présidentielle avait témoigné d'une nouvelle aggravation de la crise politique, sociale et économique, avec une abstention record et la présence de la candidate du Rassemblement national au second tour. La victoire d'Emmanuel Macron et le résultat des législatives confirmaient l'affaiblissement durable d'une gauche représentée à un niveau historiquement faible à l'Assemblée nationale. Le président élu mettait en œuvre un programme réactionnaire, ultralibéral, jusqu'à devenir pour l'opinion le « président des riches ». Quelques mois plus tard, la révolte des « Gilets jaunes », puis le mouvement sur les retraites, illustraient à la fois la colère populaire et l'absence de perspective de changement progressiste.

Dans ce contexte, le 38^e Congrès du PCF, jugeant nécessaire un nouvel élan de notre parti, se prononce pour une réorientation, tant du point de vue stratégique que de son activité et son organisation. Cette décision traduit la volonté des communistes de conjurer le risque d'effacement du PCF et de délitement de la gauche, de redonner à leur parti une place nationale dans le débat d'idées, de reconquérir son influence, de reconstruire son organisation affaiblie.

Il s'agit d'être utile à notre peuple et à la hauteur des enjeux du 21^e siècle. Cet engagement se décline en 5 axes : relever les défis de la crise ; caractériser le communisme de notre temps, à la fois visée historique et chemin de lutte ; construire un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste ; porter une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire ; développer une organisation utile et agissante, audacieuse et novatrice, capable de porter dans les entreprises et les quartiers le travail d'analyse et d'élaboration politiques permettant au plus grand nombre d'intervenir dans le processus de transformation de la société.

Engagement est pris d'être présent-es avec nos candidat-es lors des scrutins à venir, à partir des spécificités de chacun. Le congrès décide d'engager un candidat du PCF comme tête de liste aux élections européennes, Ian Brossat, et de créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022.

À l'issue des quatre années écoulées, il nous appartient de faire le bilan des décisions prises et de nos points d'appui pour agir dans la situation. La crise s'est approfondie, globalisée, touchant tous les aspects de la vie. L'épidémie de Covid-19 a révélé une crise sanitaire inédite, des événements climatiques extrêmes ont confirmé la gravité du changement climatique, les inégalités sociales se sont aggravées sous l'effet de la crise économique, et une guerre a été déclenchée en Europe, avec la menace d'utilisation des armes atomiques.

1. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19

Pendant ces quatre années, les communistes travaillent ensemble à mettre en œuvre les décisions du 38^e Congrès.

Dès le début 2019, nous portons nos propositions auprès des « Gilets jaunes ». Cette même année, nous apportons une contribution de première importance au grand mouvement contre la réforme des retraites. Nous présentons un projet alternatif « pour une réforme des retraites digne du 21^e siècle », et lançons la bataille pour un référendum. Tout en menant le débat sur les contenus, nous parvenons à réunir toutes les forces de gauche et les forces syndicales dans un meeting commun, premier acte d'une campagne unitaire qui débouchera sur l'élaboration d'un contre-projet des forces de gauche et écologistes. Notre action lors de ce mouvement social nous place comme une force utile à la mobilisation et centrale à gauche.

Au moment de la crise épidémique, révélatrice de la situation de la santé publique et de l'hôpital en France, nous publions nos propositions sous le titre « Protéger la population, relever les défis de la crise », ainsi qu'une lettre aux Français-es du secrétaire national du PCF et une adresse aux salarié-es. Prenant en compte l'inquiétude des parents et des enseignant-es devant la fermeture des établissements scolaires pour cause de Covid, nous publions également un « Plan d'urgence pour l'éducation ». Alors que le scepticisme et la méfiance grandissent à l'égard de la science, ouvrant la porte au complotisme, nous appelons au respect de la recherche scientifique et des vaccins qui ont libéré l'humanité d'épidémies meurtrières. Nous faisons nôtre la campagne « Pas de profit sur la pandémie » pour faire des vaccins et des traitements anti-Covid des biens publics mondiaux, accessibles à tou-ttes, et nous portons la pétition « Des milliards pour l'hôpital, pas pour le capital ». Nous exigeons la levée des brevets pour l'accès égal de tous les peuples. Nous faisons également grandir l'exigence d'un pôle public du médicament et la défense de l'hôpital public. Dès juin 2020, nous adoptons le projet « Construisons la France en commun » et appelons à l'enrichir à travers une plateforme dédiée.

L'activité du parti est fortement impactée par la pandémie. La direction nationale s'organise et met à disposition des outils pour les militant-es. Les organisations du parti, à tous les niveaux, peuvent partager l'analyse de la situation, formuler des propositions, travailler à maintenir un lien avec les adhérent-es, organiser la solidarité entre camarades et avec la population, notamment les personnels de santé et les travailleurs-euses de première ligne. Nous faisons vivre avec nos élu-es cette solidarité par de nombreuses initiatives locales sur les enjeux de santé, d'éducation, d'alimentation, de droit au logement et à l'énergie. Cette période marque profondément notre parti, nous perdons alors brutalement de nombreuses et nombreux camarades. Nous devons déployer d'importants efforts pour reconstruire dans la foulée une vie militante à la hauteur des défis de la période.

C'est dans cet engagement que s'affirme la nouvelle actualité du thème des « Jours heureux », qui deviendra la référence de notre programme à la présidentielle et qui est maintenant identifié dans le pays et attaché au PCF.

Nous soutenons également le mouvement #MeToo qui fait entrer notre société dans une phase de remise en cause globale

du modèle patriarcal, archaïque, profondément inégalitaire et vecteur de violences sexistes et sexuelles. Dans le prolongement de la création du dispositif « Stop violences », nous établissons une convention avec le Collectif féministe contre le viol.

Avec la commission « entreprises », nous commençons à relever le défi de l'activité politique à l'entreprise et sur les lieux de travail. Depuis quatre ans, l'activité des communistes s'y reconstruit. Des réseaux locaux et nationaux se structurent, des sections, cellules se créent. Des temps forts thématiques sont organisés (énergie, aéronautique), des documents ainsi que le journal « Agir » sont mis à la disposition des communistes. Des liens forts sont renoués avec des organisations syndicales.

Le « Tour de France » des entreprises effectué par Fabien Rousset contribue à ces résultats.

Dans nombre de domaines, le travail de nos commissions nationales permet un développement important des propositions et initiatives du PCF.

En 2022, après des éditions perturbées par la crise sanitaire, les communistes contribuent activement à l'installation de la Fête de « l'Humanité » en Essonne, et à son succès sur ce nouveau site.

2. Retour sur les élections locales et notre campagne des européennes

Aux élections municipales de 2020, concernant les villes de 3 500 à 20 000 habitant-es, nous gagnons 25 communes, confirmant la possibilité de dynamiques de reconquête. Ces victoires nous ré-implantent dans une dizaine de départements où nous n'avions plus de maires communistes. En plus de ces conquêtes, nous conservons 118 villes, mais en perdons 28 (47 en 2014).

Dans les villes de plus de 20 000 habitant-es où nous dirigeons des listes d'union, nous remportons des victoires importantes ; 3 villes sont reconquises. Au total, nous remportons 27 villes et en perdons 6 par rapport à 2014. Notre présence se renforce dans les majorités des métropoles, avec des élu-es communistes dans 14 des 21 métropoles du pays.

À partir de ces résultats, aux sénatoriales, nous gagnons 2 élu-es à parité, confirmant notre progression et nous permettant d'avoir un vice-président de la Haute-Assemblée.

Aux régionales et départementales de 2021, nous doublons le nombre de nos élu-es dans les conseils régionaux et en gagnons une dizaine dans les conseils départementaux. Une trentaine de fédérations obtiennent au moins un-e élu-e régionale ou départementale : c'est un élargissement important de notre implantation territoriale. En revanche, dans le Val-de-Marne, dans le contexte marqué par la perte de quatre villes en 2020, la simultanéité des deux élections et des manœuvres de division à gauche, nous perdons la présidence du Conseil départemental face à la droite, malgré une belle campagne des communistes.

Aux élections européennes, pour la première fois depuis 2007, nous nous présentons à une élection dont la circonscription est l'ensemble du territoire national. Ayant perdu l'expérience des campagnes nationales, il faut tout réinventer avec des équipes nouvelles, tant sur le plan national que local.

Notre campagne « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent » constitue une étape importante pour la visibilité des

idées communistes, renforçant celle que nous avons maintenue au niveau local. Notre parti apparaît comme une force combattant pour une autre Europe et refusant les traités européens ultralibéraux qui ont dépecé notre industrie comme nos services publics. Nous ne cédon pas sur des valeurs essentielles : contre le pouvoir de l'argent, pour les services publics, contre les idées xénophobes, pour l'accueil des réfugié-es...

Notre liste, conduite par Ian Brossat, suscite de l'intérêt en incarnant un renouvellement de la vie politique. Sa composition fait une large place au monde du travail. Elle contribue à renforcer des liens avec des actrices et acteurs du mouvement social, de la culture et de la création, des intellectuel·les et des personnalités de gauche, nationalement et localement, comme l'ont traduit le comité de soutien ou les nombreux appels sectoriels au vote. Nos candidat·es mènent une belle campagne, avec une mobilisation militante inédite depuis de nombreuses années. De fait, cette campagne aide à créer les conditions d'une candidature à la présidentielle.

Cependant, nous ne parvenons pas à réaliser la percée électorale voulue ; nous réalisons 2,49 % (564 949 voix), ce qui ne nous permet pas d'obtenir des élu·es. Notre absence du Parlement européen est un handicap. Malgré une liste cherchant à représenter le monde du travail par sa composition, celui-ci n'aura pas identifié le vote communiste comme un levier répondant à ses attentes. Nous serons apparu·es comme un repère à gauche, sans parvenir à faire émerger l'originalité de nos propositions avec suffisamment de force pour mobiliser.

3. Nos campagnes présidentielle et législatives : les communistes engagé·es pour de nouveaux « Jours heureux » !

La campagne présidentielle constituait un défi puisque, depuis 2007, avec la candidature de Marie-George Buffet, nous n'avions pas présenté de candidat·e communiste à cette élection qui structure la vie politique française.

Nous faisons alors le pari d'un exercice démocratique inédit pour prendre notre décision à travers trois étapes nationales, du conseil national au vote des adhérent·es, en passant par une conférence nationale exceptionnelle. Cette conférence nationale, tenue en pleine pandémie, réunit un millier de délégué·es en visioconférence ; elle est sans précédent dans la vie politique du pays et montre notre capacité collective à faire vivre la démocratie militante. À chaque étape de ce processus, la conviction des communistes de la nécessité d'une candidature issue de leur parti grandit, jusqu'à réunir 82 % des adhérent·es.

Notre campagne amène à une activité politique intense dès l'été 2021 avec la caravane des « Jours heureux », suivie de six rencontres nationales thématiques au dernier trimestre 2021, dont le meeting national à Paris sur les enjeux du travail et de l'emploi, précédé d'une semaine nationale d'action, visant à placer ces enjeux au cœur du débat présidentiel. Nous faisons connaître largement un axe majeur de notre projet visant à révolutionner le travail, la production et à sécuriser l'emploi et la formation pour éradiquer le chômage et augmenter les salaires, question brûlante : une conception communiste s'affrontant à la domination du capital, et très différente des

propositions existant à gauche, visant par exemple à créer un revenu universel.

Tout au long des mois allant jusqu'au premier tour, par les meetings et les rencontres tenues, notre campagne et notre candidat apportent un souffle nouveau dans la vie politique. Fabien Roussel fait valoir avec talent l'originalité de nos propositions. Au-delà des enjeux du travail et de l'emploi, nous réalisons des percées sur des sujets importants et populaires. Alors que la crise énergétique pose d'immenses défis à la France, nous parvenons à faire de la souveraineté énergétique et de la maîtrise publique de ce secteur un enjeu majeur, nous contribuons à faire grandir une majorité populaire pour un mix nucléaire-renouvelable à la hauteur des besoins et du défi climatique. Alors que 5 millions de Français·es ont recours à l'aide alimentaire, nous portons la nécessité d'une alimentation diversifiée et équilibrée, défendant la souveraineté alimentaire avec le mot d'ordre « manger sain et à sa faim ».

Sur d'autres enjeux, la campagne est l'occasion de faire progresser notre connaissance des réalités du pays et d'améliorer notre projet. C'est le cas des enjeux industriels et de notre volonté d'une nouvelle industrialisation du pays. C'est le cas aussi de la jeunesse, dont notre candidat fait une priorité, en avançant l'objectif d'un pacte pour la jeunesse, idée qui a mobilisé et renforcé le MJCF. C'est encore le cas de la lutte contre les violences faites aux femmes et de l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines.

Surtout, notre démarche communiste nous conduit à porter la cohérence d'un projet de société nouveau à gauche, celui d'une « France des Jours heureux », qui s'articule autour de grands axes identifiants : la révolution du travail et de la production ; la promotion de biens communs par le service public ; une République sociale et démocratique, laïque et universaliste pour rendre au peuple sa souveraineté ; l'égalité réelle ; une voix souveraine de la France en Europe et dans le monde au service de la paix et des coopérations. La force de ce projet est de lier les objectifs avancés et les moyens de les mettre en œuvre. Il suscite l'intérêt de nombreuses personnalités et amène les forces qui deviendront la Fédération de la gauche républicaine à soutenir notre candidat, en contribuant à enrichir elles-mêmes notre campagne commune.

Notre campagne rencontre un écho populaire et construit une popularité nouvelle de notre secrétaire national dans le pays, des sondages encourageants en témoignent. Cependant, nous ne réussissons pas à conforter jusqu'au bout cette dynamique.

En fin de campagne, nous ne parvenons pas à déjouer un système électoral qui favorise les candidat·es présenté·es comme pouvant accéder au second tour. L'hyper-présidentialisation est un dangereux obstacle à la démocratie et à l'expression véritable de la souveraineté populaire. L'avoir affronté avec notre candidat renforce notre engagement pour le combattre. La guerre en Ukraine impacte aussi fortement les dernières semaines de campagne. En suscitant la crainte d'une escalade et en éclipsant nombre de sujets que nous avons fait émerger, la guerre favorise les candidat·es les plus installé·es. Au final, nous obtenons 2,28 % des suffrages exprimés (802 422 voix), un score décevant, inférieur au potentiel construit dans la bataille.

Cette campagne, marquée par un effort militant important, aura dessiné les axes de la reconquête de l'électorat populaire, permis de faire fortement progresser l'identification de

l'originalité et de l'utilité des communistes dans la reconstruction de la gauche. Elle aura grandement contribué à ce que le PCF prenne une place visible et originale dans le paysage politique. Loin d'un simple moment électoral, elle aura continué de nourrir notre activité et notre réflexion stratégique. Elle constitue donc un bien commun précieux.

Aux élections législatives, l'alliance électorale constituée avec la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale répond au désir d'union du peuple de gauche, sans pour autant être à la hauteur des défis posés à la France et à la gauche, et sans parvenir à remobiliser une partie des catégories populaires ayant intérêt au changement. Elle favorise le retour du clivage droite-gauche dans les confrontations politiques. Elle acte une convergence sur une série d'objectifs communs, sans toutefois dissimuler les différences et désaccords. Elle permet de qualifier de nombreux candidat-es de gauche au second tour et de faire élire deux fois plus de député-es de gauche que sous la précédente législature, contribuant à nous permettre de maintenir un groupe renforcé à l'Assemblée.

Notre coalition électorale ne retrouve cependant pas les scores cumulés des quatre candidatures de gauche à la présidentielle ; elle ne suscite pas l'élan de nature à faire refluer l'abstention. Le total des voix recueillies ne progresse pas sur le total des suffrages de gauche de 2017, à la différence de l'extrême droite. Confrontés à la volonté hégémonique de La France insoumise, nous ne pouvons présenter de candidatures communistes dans 500 circonscriptions ; ce qui aura constitué un problème important pour l'expression de nos idées et notre influence dans ces

territoires, empêchant de conquérir d'autres circonscriptions. L'accord conclu alors ne doit pas devenir un carcan, ni servir de prétexte à figer le rapport de force à gauche, d'autant que d'importants débats demeurent entre nos forces, tant sur les orientations que sur la stratégie.

Nous aurons contribué à redonner de l'espoir à des millions de personnes, mais d'importants défis demeurent. Faire progresser nos idées et reconstruire la gauche est un travail de longue haleine. Ce que démontre la victoire contre l'extrême droite de Jean-Marc Tellier et des camarades du Pas-de-Calais, fruit de plusieurs années de combats menés avec la population.

Dans toutes ces séquences électorales, le bilan de nos élu-es est un réel appui. L'action par exemple de nos député-es et de notre camarade André Chassaigne pour la revalorisation des retraites agricoles, ou encore les initiatives de nos sénatrices et sénateurs, avec notre camarade Eliane Assassi pour faire éclater le scandale du cabinet McKinsey, en portent témoignage.

Ces quatre années d'activité intense auront rendu plus pressante la nécessité d'une organisation se déployant au plus près de la population. S'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir, cette exigence est largement partagée dans le PCF. C'est la gravité de la crise systémique et la nécessité d'une réponse à la hauteur qui nous avait conduit-es à décider d'un nouvel élan pour le parti. Ouvrir une alternative au capitalisme est plus que jamais une urgence : c'est l'objet de ce 39^e Congrès. Le chemin parcouru depuis le 38^e nous permet de l'aborder avec lucidité, courage et confiance.

2

Devant un défi de civilisation

L'humanité fait face à une crise inédite par son ampleur et sa globalité. Elle est faite de crises entrelacées, économique, climatique, sanitaire, politique, dont les conséquences sont catastrophiques et font planer de graves menaces pour le devenir de l'humanité.

Cette crise, comme toute crise, témoigne de ce que la marche du monde n'est plus tenable et que des transformations radicales se cherchent. Elle est l'expression d'une exigence de neuf, à laquelle l'ordre ancien résiste de toutes ses forces. Comme le disait Marx, « la pourriture est le laboratoire de la vie ». Elle appelle un autre ordre du monde fondé sur la paix, la sécurité globale et la souveraineté des peuples, les biens communs et la coopération. Elle appelle le dépassement du capitalisme et exprime le besoin de communisme.

1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité

L'ère de l'Anthropocène et le défi de la crise écologique et climatique

Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu à travers les siècles, nous sommes entrés dans une période nouvelle, l'Anthropocène. Cette pression sur les ressources et l'environnement, pour la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité, s'est aujourd'hui accélérée, au point que son impact est comparable à toutes les forces géologiques naturelles réunies et en devient insupportable. Cette aggravation récente est principalement due à la course folle au profit du système capitaliste, source de gaspillage et d'inefficacité, qui est aussi l'obstacle aux changements nécessaires.

Il ne s'agit pas de revenir en arrière de cette nouvelle ère. Il s'agit d'assurer la pérennité de l'humanité dans son développement et la réponse à ses besoins légitimes, actuels et futurs. Il s'agit de révolutionner nos modes de production et de consommation pour les rendre compatibles avec la continuité de notre niche écologique : c'est un défi scientifique et politique, au-delà du seul dépassement du capitalisme.

Dans le débat public, les manifestations de la crise écologique et climatique, de plus en plus fréquentes et visibles, questionnent sur leurs causes et leurs solutions.

Alors que le changement climatique impose des réponses immédiates, et même si des engagements, très insuffisants, ont dû être pris par les États, de précieuses décennies ont été perdues du fait de la course aux profits, des mécanismes du marché et d'une économie fondée sur les énergies carbonées. Le dérèglement climatique appelle des mesures fortes. Il suppose d'affronter les lobbys, d'engager des dépenses majeures (à hauteur de 6% du PIB, selon les préconisations du GIEC), d'agir en internationalistes pour la réduction des inégalités Nord-Sud devant les conséquences du réchauffement déjà à l'œuvre.

Le besoin de communisme s'affirme dans les urgences de réponse aux défis de ces crises :

- ✘ avec les menaces de pandémies, alors que les multinationales freinent le partage des brevets et des technologies de production de médicaments et de vaccins, la sécurité sanitaire mondiale ne doit plus se jouer en bourse ;
- ✘ la sécurité alimentaire exige au niveau mondial, avec la généralisation de pratiques respectueuses de l'environnement, la mise en cause de la toute-puissance de l'agro-business mondial ;
- ✘ contre l'épuisement et le gaspillage des ressources en eau et en énergie, des métaux et minéraux, une gestion mondiale sous forme de biens communs est à l'ordre du jour.

La perspective d'une nouvelle crise

Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales.

Les crises de 2008 et de 2020 ont provoqué le recours sans précédent à des liquidités créées par les banques centrales. Après 2008-2009 elles ont permis à la mondialisation financière de reprendre. Mais après les interventions de 2020, l'insuffisance de production, les pénuries d'emploi, les consommations de matières, les spéculations et le gonflement inédit du capital financier ont atteint un paroxysme. Il en est résulté qu'une inflation sans précédent a ressurgi durablement dans le monde entier, renforcée par la déstabilisation des chaînes mondiales d'activité.

Pour sauver la valeur des capitaux accumulés les banques centrales et les classes dirigeantes assument le risque d'une récession : plutôt sacrifier l'emploi et la croissance que de concéder des hausses de salaires et développer la formation.

Cette crise bouscule les bourgeoisies, jusqu'au cœur du capital financier. La remise en cause des représentations politiques traditionnelles, la rupture avec les corps citoyens et la déstabilisation de nombreux régimes, sous l'effet d'importantes crises sociales et politiques, les percutent.

Cela ouvre de l'espace pour les idées communistes. Ainsi, la politique du « quoi qu'il en coûte », menée par les banques centrales et un certain nombre de gouvernements, souligne aussi la possibilité d'une autre sélectivité du crédit et des prêts en faveur de l'emploi, de la formation, des services publics et de la transition écologique, et non plus en faveur des marchés financiers. L'utilisation de l'argent et du crédit doit se faire sous contrôle démocratique et avec des critères d'efficacité sociale et écologique.

L'hégémonie du dollar est contestée. Le PCF peut donner de la force à sa proposition d'émission massive des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI, pour aller vers une monnaie commune mondiale au service du développement humain et des biens communs. De grands pays, comme la Chine ou l'Inde ont aussi formulé une proposition similaire.

Des dangers surgissent aussi. Pour le capital, la guerre fait partie des débouchés. On voit aussi une fraction du capital financier chercher un mode d'accumulation brutal et autoritaire, en s'alliant avec l'extrême droite.

Cela souligne l'importance des rassemblements à construire dans l'action, sur des objectifs visant le dépassement du capitalisme et l'importance de convergences internationales en ce sens.

Le défi de la guerre et le danger des politiques de force

L'exacerbation des concurrences aggrave la militarisation des rapports de force internationaux. L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine est injustifiable et criminelle. Si elle fut déclenchée dans le contexte de la non-application par le gouvernement ukrainien des Accords de Minsk (qui pouvaient mener à un règlement politique de la guerre civile en Ukraine) et de l'expansion de l'Otan vers l'Est, en dépit des engagements américains, elle a des effets en chaîne désastreux dans tous les domaines et d'un danger extrême pour les peuples.

Les risques de généralisation du conflit, avec leur dimension nucléaire, sont liés aux faits que :

- ✘ les instances multilatérales, notamment l'Onu, ont été affaiblies par les politiques néoconservatrices, en particulier

américaines. L'Onu, seul cadre international légitime de négociations, est également concurrencée par les clubs des pays les plus riches, G7 et G20 ;

- ✘ les traités de diminution et de contrôle de l'armement ont presque tous été dénoncés. La course aux armements en a été relancée, pour le plus grand profit des industriels du secteur.

Les rapports de domination se recomposent :

- ✘ l'impérialisme américain, contesté, est à la recherche de nouveaux moyens de domination : arme politique (« le front des démocraties », défini comme les alliés des États-Unis), arme énergétique et arme de l'Otan. Outil obsolète de la guerre froide, l'Otan se dote d'une stratégie « globale » contre la Chine ;
- ✘ la Chine cherche à échapper à l'encerclement, en déployant des investissements importants et en cherchant de nouveaux rapprochements pragmatiques dans le cadre des Brics et de l'Organisation de coopération de Shanghai. Elle réagit également sur le terrain militaire, même si l'appel des dirigeants chinois à la désescalade et à une nouvelle sécurité collective peut être un point d'appui précieux pour la paix. Les provocations américaines à Taïwan alimentent délibérément les tensions. Le PCF affirme son attachement au principe « d'une seule Chine », reconnu par la France depuis 1964 et par l'Onu depuis 1971. Les choix de la part de la Chine et du Parti communiste chinois de la voie de développement qui est la leur ne sauraient être considérés comme un modèle ;
- ✘ la Russie veut retrouver une certaine influence internationale, après des années de reculs humiliants subis face à la pression des États-Unis. Le régime de Vladimir Poutine est à l'opposé de toute politique progressiste, tant par son capitalisme rentier que par la résurgence d'un chauvinisme impérial grand-russe réactionnaire, ultra-nationaliste, autoritaire voire dictatorial ;
- ✘ des pôles régionaux, dominés par des gouvernements nationalistes, tels que l'Inde ou la Turquie, cherchent à se positionner dans ces recompositions. Le Proche et le Moyen-Orient constituent une zone plongée dans le chaos du fait des politiques néolibérales, des tensions nationales et des interventions militaires. Dans ce contexte, l'Iran cherche à exister comme une puissance pesant sur les rapports de force régionaux ;
- ✘ la lutte pour l'accaparement et l'exploitation des ressources naturelles joue un rôle important dans l'exacerbation des tensions internationales. Cela est particulièrement visible pour l'Afrique, que les politiques néolibérales et l'ingérence d'intérêts impériaux plongent dans de terribles soubresauts.

Dans une situation où les politiques de force entraînent le monde dans la guerre, il est impensable de s'aligner sur un « camp ». Il est nécessaire de développer une politique indépendante, répondant aux intérêts communs des peuples et des mouvements progressistes pour la paix, le respect des droits, de la souveraineté populaire, la sécurité collective et globale.

La crise et les contradictions de l'Union européenne

Ces contradictions explosives se reflètent dans la crise de l'Union européenne. La finalité de cette dernière reste celle des traités néolibéraux que le PCF dénonce depuis l'Acte unique et le Traité de Maastricht : la défense de la concurrence libre et non faussée au sein du marché intérieur, autour d'une BCE indépendante de tout contrôle démocratique. Même si certaines brèches se sont ouvertes, comme la suspension des règles budgétaires, la rupture entre les peuples et une construction capitaliste incapable de répondre aux besoins de progrès sociaux et de transition écologique s'est renforcée. L'ambition d'une perspective fédéraliste mettant en cause la souveraineté des peuples persiste, mais elle se heurte à l'aiguïssement des concurrences sur les questions énergétiques et militaires.

Des batailles majeures, dans lesquelles les idées communistes ont un rôle indispensable à jouer, s'annoncent : sur le refus de l'assujettissement à l'Otan et à l'impérialisme américain, l'établissement de nouvelles relations avec les pays émergents le non retour aux règles austéritaires, la nature de la construction européenne, pour faire enfin des services publics, de la protection sociale, de la création d'emplois, de la réindustrialisation et de l'écologie une priorité. C'est dire l'enjeu des élections européennes de 2024.

La course de vitesse avec les extrêmes droites

La promesse de sortie de la crise peut prendre une direction autoritaire, raciste et réactionnaire. Sur le lit des politiques néolibérales, des défaites et des déceptions de la gauche, les extrêmes droites menacent partout .

Sous des formes différentes, de l'Italie à la Suède, du Brésil à la Russie et aux États-Unis, elles placent leurs thématiques racistes et xénophobes au cœur du débat politique. Les droits des femmes et l'accès à l'IVG sont ainsi de plus en plus menacés. En Europe, est remis en cause l'héritage des Lumières, ces forces prospérant sur les crises politiques et instrumentalisant la crise de l'accueil des migrant-es. Elles se mettent en situation de recomposer les droites, se présentant comme un recours pour le capital.

Les paniques identitaires sont aussi utilisées par les fondamentalismes religieux, chrétien, appartenant à l'extrême droite évangéliste états-unienne ou brésilienne, se réclamant de l'hindouisme du Premier ministre indien Modi, ou islamiste. Ce dernier revêt une dimension particulière par sa couverture géographique et la diversité des moyens employés, du gradualisme au terrorisme. Ces courants bénéficient d'appuis étatiques. Parfaitement compatibles avec la théorie néoconservatrice du « choc des civilisations », ils attaquent violemment les droits des femmes, les conquêtes démocratiques et sociales, le mouvement ouvrier et la gauche.

Aucune alliance, aucun rapprochement, même implicite ou tactique, n'est possible avec les extrêmes droites. Elles doivent être combattues partout. Il est possible de mettre un coup d'arrêt à leur progression, grâce aux mouvements populaires et à l'action de la gauche, comme l'ont montré les défaites de Trump et celle de Bolsonaro.

Les conséquences des crises sur les peuples

La pandémie a montré les effets désastreux des politiques capitalistes sur la santé. Plus largement, la crise entraîne une augmentation de la paupérisation. 120 millions de personnes supplémentaires ont été rejetées dans l'extrême pauvreté en 2020. L'insécurité alimentaire touche 318 millions de personnes de plus. Les inégalités mondiales sont aujourd'hui proches du niveau qui était le leur au 19^e siècle. Elles touchent en premier lieu les pays d'Amérique latine et ceux du Proche et du Moyen-Orient, d'Afrique, mais aussi les pays européens.

Les migrations humaines ont pris plus d'ampleur ces dernières années. En 2019, l'Onu estimait à 272 millions le nombre d'êtres humains en situation de mobilité, contre 77 millions en 1975. Les migrations sont avant tout internes : 87 % des migrations africaines se font sur le continent africain lui-même. C'est la conséquence des conflits armés, de la crise économique et du dérèglement climatique. Les parcours migratoires sont souvent marqués par des drames d'une violence inouïe que les logiques de type forteresse ne font qu'aggraver. Les communistes refusent que la Méditerranée, ou tout autre espace de la planète, puisse être une zone de non droit et un cimetière à ciel ouvert. Le monde de sécurité globale et de solutions internationales que nous défendons, c'est-à-dire le respect des droits humains et du droit international, un accueil digne des personnes contraintes à l'exil et l'instauration de voies légales et sûres, s'impose pour éviter ces drames humains.

2. De nouvelles potentialités prometteuses

De nouvelles potentialités apparaissent. Elles sont les ferments d'une alternative possible.

L'exigence de l'action internationale

Les instances internationales multilatérales sont le levier pour avancer vers un autre ordre du monde. Il faut agir pour les renforcer et les réformer. Cela concerne l'Onu et ses agences (Organisation mondiale de la santé, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation mondiale de l'énergie, Organisation internationale du travail), de même que de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques). L'OMC doit être placée sous l'égide de l'ONU et transformée en organisation de maîtrise d'un commerce équilibré, mutuellement avantageux, accompagnant des partages de technologies et d'investissements. Une réforme profonde du FMI doit être engagée, placé lui aussi sous l'égide de l'ONU. Ce sont des appuis décisifs pour enclencher des processus internationaux pour la sécurité humaine et collective, pour la lutte contre le réchauffement climatique et pour le respect du droit international.

Relever les défis globaux de l'humanité exige une coopération internationale et une action résolue durable, permettant la création de rapports de force fondés sur les mobilisations populaires et l'action politique des États et des peuples souverains.

C'est vrai pour la crise climatique et sanitaire, dont la résolution implique une transformation globale des modes de production et de consommation. Il y a besoin d'une planification mondiale d'investissements, de partage des brevets, des technologies et

des résultats de la recherche, une élévation des connaissances et des qualifications de toutes et tous.

Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes

Dans le sillage des soulèvements populaires pour la démocratie des printemps arabes, les peuples, notamment la jeunesse et les femmes, se mobilisent. C'est le cas des mouvements contre les régimes autoritaires et corrompus, au Liban, au Soudan, en Algérie. Du mouvement « Femme, Vie, Liberté » contre la dictature islamiste en Iran, qui a un écho mondial et s'annonce durable, pouvant bousculer les équilibres du Moyen-Orient. Ou encore de la lutte exemplaire des femmes afghanes contre l'obscurantisme des Talibans. Toutes ces mobilisations soulignent le caractère universel de la défense des droits humains.

Les grandes luttes contre le dérèglement climatique et les déforestations, comme au Brésil, témoignent des exigences grandissantes de refonte des productions et d'une nouvelle culture de la consommation.

Multiformes et décentralisés, ces mouvements instaurent un rapport de force. Ils sont cependant confrontés à deux questions stratégiques. La première porte sur la manière dont les mobilisations écologistes, féministes ou anti-racistes contribuent à renforcer le combat de classe et à unir le monde du travail afin d'arracher des victoires sur le capital. La deuxième est celle des moyens politiques pour une perspective rassemblant majoritairement les peuples. La troisième est de faire le lien avec les exigences et propositions sur l'utilisation de l'argent de sur les entreprises.

Les mouvements sociaux contre les effets des politiques néolibérales sont confrontés à cette question. En Amérique Latine, ils ont trouvé des débouchés politiques. En Europe, la question est également soulevée. L'importance centrale de la question sociale et de celle du travail y apparaît clairement. Le rôle du mouvement syndical s'y trouve d'ailleurs déterminant : au Royaume-Uni ou l'Italie, c'est lui qui maintient la gauche debout.

La multiplicité des mobilisations sociales ne bouscule toutefois pas le sentiment d'impuissance des peuples face à la guerre. Les mouvements de paix restent trop faibles pour peser sur les rapports de force. Les reconstruire exige de faire grandir la conviction que la paix est possible. Dans un esprit de large rassemblement, le PCF prendra toutes les initiatives pouvant contribuer à la lutte pour arrêter les guerres, pour stopper l'augmentation des dépenses d'armement, pour construire une « sécurité humaine » et globale, dans l'esprit de l'appel des Nations unies.

La gauche à la croisée des chemins

Partout, la gauche est confrontée au besoin de construire des majorités sociales et politiques, fondées sur sa capacité à répondre aux aspirations populaires, à faire émerger une alternative au capitalisme, à combattre les tentatives de division du salariat et des catégories populaires. Des confrontations majeures face aux politiques des grandes bourgeoisies et à l'offensive de l'extrême droite sont devant nous. Les communistes ont un rôle décisif à jouer dans ces combats.

En Amérique du Sud, la gauche a constitué des fronts larges. Les partis communistes y jouent un rôle essentiel. Les

gouvernements de gauche au Chili, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, au Brésil sont des points d'appui pour le changement des rapports de force dans cette partie du monde. La défense des conquêtes sociales de la révolution cubaine, obtenues par le Parti communiste cubain, et la levée du blocus criminel imposé par les États-Unis sont centrales ; ainsi que la fin des ingérences et des sanctions américaines au Venezuela qui aggravent la crise économique dont souffre le peuple vénézuélien.

En Europe, le PCF salue l'action des communistes espagnols dans le gouvernement de coalition de Pedro Sánchez, les perspectives historiques qui s'ouvrent au Sinn Féin en Irlande et les progrès réalisés par le PTB en Belgique. Pour autant, la gauche est confrontée à une crise historique dans des pays majeurs de l'UE, comme l'Italie et l'Allemagne, et elle a presque été éradiquée d'Europe de l'Est. Alors que le social-libéralisme a perdu sa force propulsive, même s'il continue de peser dans un certain nombre de pays, que le « populisme de gauche » s'est avéré, en plus d'être inefficace à conquérir le pouvoir, impropre à combattre l'extrême droite, et que des secteurs concentrent leur action en direction de certains électors en se détournant des forces vives du salariat et des catégories populaires, d'importants débats stratégiques doivent être approfondis. Ils sont la condition de l'unité nécessaire. Se pose ainsi partout la question clé des constructions politiques transformatrices à visée majoritaire, fondées sur le monde du travail et les catégories populaires.

3. Les principes et les cadres de la politique internationale et européenne du PCF

Le PCF déploie sa politique internationale selon les axes suivants :

- ✘ La solidarité avec les forces progressistes et communistes et avec les mouvements sociaux en prise avec la répression. Le PCF fait de la défense des droits humains, de la solidarité avec les luttes sociales, démocratiques, féministes, écologiques, citoyennes, et des forces qui les portent, une constante de sa politique internationale. Il est au côté des forces progressistes et communistes et des forces syndicales interdites ou réprimées.
- ✘ la défense du droit des peuples et des nations à l'autodétermination et à la souveraineté, contre les forces d'occupation et les agressions impérialistes. Les résolutions de l'Onu en la matière sont les fondements du droit international et doivent être appliquées. Le PCF réaffirme ainsi son engagement tout particulièrement aux côtés :
 - du peuple palestinien pour une paix juste et durable, pour la reconnaissance d'un État indépendant et viable de Palestine, aux côtés d'Israël, sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, ce qui implique le démantèlement des colonies israéliennes, le retour des réfugiés et la fin du régime d'apartheid colonial imposé aux territoires occupés par Israël ;
 - du peuple sahraoui, et du Front Polisario, pour l'application des résolutions de l'Onu et la tenue d'un référendum d'autodétermination ;
 - du peuple kurde dans sa lutte contre l'intervention turque, contre les reliquats de Daesh et les grands féodaux ;
 - du peuple chypriote et d'Akel, pour la reprise des négociations gelées depuis 2017 sur l'application des résolutions de l'Onu, en vue de la réunification de Chypre sur la base d'un État fédéral ;
 - du peuple irlandais, et du Sinn Féin, pour une République irlandaise unifiée ;
 - du peuple arménien et de la République d'Artsakh.
- ✘ Une France qui agisse en toute souveraineté en faveur de la sécurité humaine globale et de la sécurité collective, pour un autre ordre du monde, multilatéral, de paix et de coopération des peuples. Cela implique :
 - de souligner le rôle décisif des instances internationales multilatérales pour résoudre les défis et les crises globales. La France doit agir pour de nouvelles coopérations internationales, à partir de l'Onu et de ses agences ; pour étendre et transformer l'usage des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI comme base d'une monnaie commune mondiale. Grâce au siège dont elle dispose au Conseil de sécurité, qu'elle entend conserver, elle doit s'engager pour la démocratisation des Nations unies ;
 - de s'investir résolument dans les négociations climatiques, pour faire appliquer les recommandations du Giec ;
 - de s'engager pour la sécurité collective. La France doit proposer la tenue d'une conférence pan-européenne de sécurité collective pour arriver à une paix réelle en Ukraine, fondée sur le respect de la souveraineté du peuple ukrainien et de la sécurité pour tous les peuples. Elle doit sortir de l'Otan. Elle doit prendre l'initiative d'un nouveau système de sécurité collective européen et mondial qui permettra la dissolution de l'Otan. Dans ce cadre, devront se tenir des négociations pour le désarmement multilatéral, global et négocié, en particulier dans le domaine nucléaire ;
 - la sécurité humaine globale, selon les principes du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), impliquent de résoudre à l'échelle internationale les questions alimentaires, le droit à l'éducation, les crises sanitaires, la crise écologique, la lutte contre la pauvreté, qui sont autant de facteurs de conflit.
- ✘ Une France qui prenne des initiatives pour initier une autre construction européenne, une union de peuples et de nations libres, souveraines et associées :
 - une Europe qui rompe avec la logique libérale des traités européens actuels et avec les règles budgétaires austéritaires, et qui porte un pacte social et démocratique entre les peuples et les nations permettant, dans le cadre d'une Europe à géométrie choisie, d'initier un large débat démocratique portant sur les coopérations nécessaires pour relever les défis de civilisation climatiques, économiques, démocratiques. Les citoyennes et les citoyens doivent être placés au cœur de cette autre construction européenne ;
 - une Europe qui réoriente la création et l'utilisation de l'argent pour l'emploi de qualité, la formation, les services publics et la transition écologique, contrôlée démocratiquement. Cela implique de créer un fonds européen de développement écologique et social financé par la

création monétaire de la BCE et de lutter contre l'évasion fiscale en instaurant une imposition à la source des bénéfices des multinationales. Il est ainsi possible de suivre les recommandations du Giec de consacrer à la transition écologique 6 % du PIB annuel, c'est-à-dire 900 milliards par an à l'échelle européenne ;

- une Europe qui soit fondée sur l'alignement par le haut des droits sociaux et démocratiques, par exemple en matière de salaire minimum et d'égalité femmes-hommes ;
- une Europe qui se désengage de la tutelle guerrière de l'Otan et des États-Unis, qui ouvre des discussions sur un traité pan-européen de paix, de coopération et de sécurité collective et qui use de son influence pour faire émerger de nouvelles règles dans les relations internationales plus justes, démocratiques et pacifiques ;
- une Europe portant une autre politique agricole commune, de la mer et des pêches, protectrice de l'environnement, permettant une alimentation saine et promouvant une rémunération juste des producteurs ;
- une Europe de la santé, dotée d'un pôle public du médicament ;
- une Europe accueillante pour les migrant-es et les réfugiés, rompant avec les règlements de Dublin et le

pacte sur les migrations, l'asile et respectant le droit international ;

- une Europe de coopérations industrielles au niveau européen obéissant aux nécessités sociales et écologiques ;
- une Europe bâtissant une société de l'information et de la connaissance, répondant aux besoins de développement humain du continent et qui soit une alternative civilisationnelle à la vision du monde portée par les Gafam.

Le PCF s'engage dans cette bataille avec ses partenaires européens, en s'appuyant sur les mobilisations et les revendications sociales, populaires et citoyennes.

Le PCF s'engage dans l'ensemble des cadres de coopération entre forces communistes et progressistes qui permettent d'avancer sur ces objectifs : le Parti de la gauche européenne ; le Forum européen des forces de gauche, vertes et progressistes ; les relations avec les partis communistes au niveau européen et international, des liens de solidarité historiques forts avec des partis comme le Parti communiste vietnamien, mais aussi dans le cadre de la conférence internationale des partis communistes et ouvriers ; lors de la dernière qui s'est tenue à Cuba en octobre 2022, une déclaration commune a été signée. Il affirme sa solidarité avec les regroupements de solidarité et d'actions communes régionaux, tels que le Forum de São Paulo.

3

La France face à une crise de régime

La France vit un moment d'une gravité exceptionnelle.

Le pays subit le choc d'une inflation sans précédent depuis 30 ans. Il affronte la menace de la récession alors même que le CAC 40 enregistre des records. L'été 2022 a vu se succéder des événements climatiques extrêmes : épisodes de canicule records, sécheresse des sols, régions dévastées par des incendies et des orages meurtriers...

Des millions de nos concitoyen-nes affrontent la dégradation du pouvoir d'achat, le développement de la pauvreté, les conséquences de décennies d'austérité. Le chômage touche près de 6 millions de Français-es et la précarité se renforce, comme en témoigne l'augmentation du recours à l'aide alimentaire.

Les inégalités femmes-hommes, les violences faites aux femmes et la réalité de l'oppression patriarcale sont dorénavant au cœur des débats publics. Les associations, qui assurent trop souvent des missions qui devraient être celles de services publics, eux-mêmes affaiblis par les politiques gouvernementales, alertent sur le désengagement de l'État.

Une partie de la jeunesse est abandonnée, appauvrie, victime de la sélection sociale, privée d'emploi, précarisée.

Dans le même temps, la montée des incivilités et des violences, les atteintes à l'intégrité des personnes comme des agents publics, le développement des discriminations et du racisme minent notre société.

La pandémie de Covid-19 a révélé les contradictions du système capitaliste dans notre pays.

La France, septième puissance économique du monde, s'est trouvée démunie par manque criant d'effectifs, de masques, de tests, de lits d'hôpitaux, de respirateurs. Les personnels de santé revendiquaient pourtant des moyens. Et les salarié-es concerné-es refusaient les fermetures des entreprises produisant l'oxygène, les médicaments, les masques, les tests. Dans ce contexte, Emmanuel Macron n'a obtenu qu'une victoire par défaut à la présidentielle, suivie du désaveu de son parti aux élections législatives. Cette double séquence électorale aura ainsi révélé les deux crises qui s'enchevêtrent, rendant la situation française totalement instable : celle du capitalisme financiarisé et mondialisé et celle des institutions politiques du capitalisme français.

Au cœur de cette crise, l'extrême droite tend à briser son « plafond de verre », quand la gauche en rencontre désormais un dans sa capacité à mobiliser une large partie des catégories populaires. Combiné aux difficultés que rencontre le mouvement social, c'est une grave menace pour la République. La gauche se retrouve devant des choix décisifs.

1. La nouvelle étape d'une crise systémique

La France vit une nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'Etat (CME). Celle-ci peut apparaître comme une crise de la répartition : pas assez de salaires, pas assez de revenus, de dépenses pour les services publics, pour la formation et, bien sûr, pour l'emploi. Mais la cause profonde en est une gigantesque suraccumulation de capital. La masse croissante du capital matériel et financier sur-accumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, ce qui renforce les difficultés.

Le regain de l'inflation est l'expression de ces difficultés. La remontée des taux d'intérêt, décidée par la BCE dans le sillage de la banque centrale des États-Unis, est une décision politique. Or, elle a des conséquences très dures pour les peuples en France et dans le monde : accélération de l'arrivée de la récession, chômage, baisse du pouvoir d'achat, régression des services publics, tensions entre pays.

Certains prétendent offrir dans un « État fort » refuge et solution à cette crise. Mais un État fort pour qui ? Comment ? En réalité, cette crise ouverte depuis le début des années 1970 et qui persiste à travers les reprises suivies de rechutes est aussi une crise de l'intervention économique de l'État. Elle est même devenue crise des réponses étatiques que les dominants ont prétendu apporter à la crise du CME.

Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-ci et transformation de sa nature, tout particulièrement dans notre pays. Cette intervention est, à présent, de plus en plus orientée directement pour appuyer le capital, les profits et la baisse du coût du travail avec, en complément, un certain soutien à la demande et aux plus pauvres. Elle prend différentes formes : subventions, exonérations de cotisations sociales ou d'impôts, prises de participations en capital, utilisation intensive de la création monétaire au bénéfice des marchés financiers, mises en concurrence tous azimuts. Elle s'est repositionnée pour des compromis avec les

multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Surgissent à présent de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité.

Imposer une autre intervention de l'État, et des pouvoirs démocratiques nouveaux, pour une autre utilisation de l'argent des entreprises et des banques, est un enjeu de classe qui mûrit dans la crise. Il devient vital pour toute la société, minée de pénuries d'emploi, de qualification et d'offre inefficace, minée par les spéculations de toutes sortes, par les délocalisations et par le coût du capital. Pour leur part, les banques centrales doivent pénaliser, par des taux d'intérêt dissuasifs, les crédits finançant les opérations financières et les délocalisations, elles doivent réduire fortement leurs taux pour les crédits répondant à des exigences d'emploi, de formation, d'industrialisation écologique et sociale.

2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme

La crise française est d'abord la résultante de l'offensive de la classe dirigeante et des gouvernements à son service.

Dans un pays où l'austérité imposée par les traités européens s'est traduite par une pression constante à la baisse des dépenses publiques et des salaires, mais où les dividendes n'ont cessé de ruisseler sur les grands actionnaires, tandis que la fiscalité s'adaptait aux exigences des grandes fortunes et de la finance, les inégalités se sont creusées d'année en année. Sous l'impact du remodelage de l'ordre productif pour l'adapter aux besoins du nouvel âge du capitalisme, le salariat s'est retrouvé en état d'extrême fractionnement, percuté par l'éclatement de ses statuts, traversé par la coupure entre secteurs privé et public, divisé par des conditions d'existence souvent très différentes.

À ces nouvelles réalités, le système capitaliste n'a d'autres réponses que l'isolement et l'appauvrissement des individus. Là où de nouvelles solidarités seraient indispensables, il n'offre aucune perspective à des phénomènes aussi cruciaux que le déchirement du lien social, le vieillissement de la population, ou encore l'accroissement du nombre de familles mono-parentales en butte à de grandes difficultés.

La restructuration territoriale que la contre-révolution néolibérale a imposée au pays, afin de répondre aux besoins renouvelés du capital, et que la nouvelle architecture institutionnelle a consacrée avec les lois Maptam et Notre, a conduit à l'accélération du phénomène de métropolisation. Celui-ci capte capitaux, financements et pouvoirs. Il s'accompagne de l'appauvrissement d'une partie des populations qui y vivent et provoque le déclassement du rural, du péri-rural, des petites et moyennes villes.

C'est dans ces territoires que se font particulièrement sentir les effets du démantèlement des services publics, comme de l'adaptation de l'État aux besoins du capital, au détriment de ses missions d'intérêt général. Le manque d'investissements et de personnels rejaillit sur l'hôpital ou l'Éducation nationale. Il entraîne les démissions de plus en plus fréquentes d'agent-es des services publics autant que les difficultés de recrutement. Cette défaillance se combine avec la désindustrialisation du pays et s'ajoute aux difficultés de se loger ou de se déplacer et aux hausses de prix. Cela alimente une colère sourde, mais entraîne également du découragement et de la défiance envers l'action publique. Les campagnes incitant au repli individualiste et exaltant la compétition entre les être humains ont pu, pour cette raison, marquer d'indéniables points.

Les quartiers populaires urbains, pour ce qui les concerne, concentrent à la fois des populations confrontées à la grande pauvreté qui se battent pour leur dignité et une jeunesse qui représente un formidable potentiel pour la nation mais se heurte aux murs d'un système injuste et d'une République ne respectant pas ses promesses d'égalité.

Cette véritable crise de l'aménagement du territoire, se conjugue à la crise sociale que vit la France et débouche sur une crise majeure de la démocratie. Le mouvement des « Gilets jaunes » aura mis en accusation ces diverses dimensions. La République s'en voit affaiblie par la désagrégation continue du sentiment d'appartenance à une communauté citoyenne réunie autour de sa devise « Liberté – Égalité – Fraternité ».

3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français

Le niveau d'abstention aux scrutins de 2022 a confirmé la désagrégation générale de tous les mécanismes de représentation. Plus d'un quart des inscrit-es n'a pas participé à l'élection présidentielle et, aux élections législatives, l'abstention s'est révélée majoritaire dans toutes les tranches d'âge jusqu'aux 50-59 ans.

De surcroît, en s'enracinant de consultation en consultation, et en se prolongeant d'attitudes similaires dans la plupart des rendez-vous de la vie sociale, à commencer par les élections professionnelles, ce comportement traduit une défiance massive envers les pouvoirs établis, les élu-es et les partis, le Parlement, toutes les institutions de la démocratie politique et sociale.

L'absence de majorité parlementaire pour le président de la République est une situation inédite depuis l'instauration du quinquennat.

Jamais depuis 1958 un président n'avait été autant éloigné de la majorité absolue au Palais-Bourbon et de la majorité des suffrages exprimés. Reconduit à la seule faveur d'un vote motivé par la volonté d'une majorité de Français-es de faire barrage

au Rassemblement national, il ne dispose pas de la légitimité qui lui permettrait de conduire sa politique sans secousses majeures, cette dernière ne disposant d'aucun assentiment populaire. L'autorité présidentielle, clé de voûte des institutions de la V^e République est ainsi remise en cause : le pays est entré dans une crise de régime majeure.

Ici se mesure l'épuisement de la tentative d'Emmanuel Macron d'offrir, à partir de 2017, une nouvelle cohérence à la bourgeoisie française, en pliant la France aux normes de la globalisation capitaliste et en parvenant à détruire les conquêtes subsistant du programme du Conseil national de la Résistance. Il s'est efforcé d'asseoir son projet sur le mythe moderniste de la « start-up nation », justifiant l'accélération des réformes néolibérales, et en particulier la casse du droit du travail et des services publics, par le « ruissellement » que cette politique était censée apporter à la majorité de la population. Il a tenté d'élargir sa base sociale en proclamant une « grande ambition écologique » qui s'est vite révélée une justification des appels à consentir de nouveaux sacrifices. De même, il s'est employé à récupérer une série d'aspirations à l'égalité des droits montant de la société. Tout cela s'est effondré dès le début son premier quinquennat.

Après la loi visant le code du travail et les premières mobilisations qui y avaient répondu, le mouvement des « Gilets jaunes » a commencé de déstabiliser le pouvoir. Ce mouvement, dans les conditions de spontanéité où il était né, sans lien avec le mouvement ouvrier organisé, ne pouvait acquérir une claire perception des enjeux de classe de la bataille qu'il livrait. Il était en outre traversé d'influences politiques diverses, allant jusqu'à des courants d'extrême droite. Il n'en a pas moins contribué à remettre à l'ordre du jour la question du pouvoir d'achat, le besoin de dignité et de justice qui s'exprime dans notre société, donc l'aspiration à une vie meilleure.

La mobilisation face à la première tentative de contre-réforme des retraites a ensuite manifesté l'isolement social du macronisme et l'existence au sein de notre peuple, malgré la crise, de ressorts de lutte importants. Le mouvement syndical y avait exprimé une force qui comptera pour l'avenir.

Avec la pandémie qui a suivi et les confinements, se sont révélées les conséquences des préceptes néolibéraux sur les services publics, l'injustice profonde des politiques subies par un monde du travail en première ligne pour tenir le pays debout, l'affaiblissement de la souveraineté de la France en matière sanitaire, alimentaire, et industrielle. L'obligation dans laquelle se sont trouvés le président et son gouvernement de mettre en œuvre le « quoi qu'il en coûte » a fini de mettre à mal la cohérence de son projet initial.

Ses tentatives ultérieures de retrouver une autorité sur le théâtre international, par un positionnement « d'équilibre » face à la guerre en Ukraine, ou encore à travers ses tentatives de relancer un projet fédéraliste pour restabiliser une construction capitaliste de l'Europe en pleine tourmente auront, à leur tour, fait long feu.

Emmanuel Macron avait inauguré son premier mandat en cherchant à dynamiser la structuration traditionnelle de la vie politique, en se proclamant « et de droite et de gauche ». Voulant, dans les conditions où il se trouve placé depuis le printemps 2022, étendre son assise politique et trouver une majorité à l'Assemblée nationale, il a abandonné cette posture, se

tournant résolument vers la droite en reprenant nombre des thèmes défendus par cette dernière. Le parti Les Républicains s'est, ce faisant, trouvé pris en tenailles entre les manœuvres du parti présidentiel et le Rassemblement national. Il tente d'y échapper en s'engageant dans une surenchère sécuritaire aux relents souvent xénophobes avec le Rassemblement national. Il en résulte une droitisisation extrêmement dangereuse du débat politique et idéologique.

La pratique politique du pouvoir se fait ainsi de plus en plus autoritaire. Il use à outrance des dispositions arbitraires que la Constitution lui confère, d'article 49-3 en procédures d'urgence. Il s'appuie sur les pouvoirs dévolus à une technocratie fanatisée par la religion de l'argent et qui se soustrait au contrôle démocratique. Il amplifie son offensive contre les droits syndicaux et renforce les lois sécuritaires et liberticides afin de rendre plus difficile la mobilisation sociale. Il n'hésite plus à multiplier annonces et textes législatifs visant les migrant-es, au risque d'encourager des comportements racistes dans l'opinion et de conforter les thèmes identitaires dans la vie publique.

4. D'un « plafond de verre » à l'autre : la République en danger

Le Rassemblement national est le grand bénéficiaire du climat nauséabond qui s'installe. Avec l'élection de ses 89 député-es, il a commencé à briser le « plafond de verre » auquel il était confronté jusqu'alors.

Pour la première fois depuis son irruption sur la scène nationale, au milieu du premier septennat de François Mitterrand, le parti d'extrême droite a su capitaliser des années d'efforts pour s'implanter dans les territoires. Sa progression de 20 % en moyenne d'un tour à l'autre des législatives, ses victoires dans près de la moitié des duels ou triangulaires disputés par lui, l'élargissement de son implantation géographique en sont le résultat.

Le parti lepéniste a su travailler, et surtout détourner au profit de son projet d'une société d'apartheid ethnique, toutes les angoisses françaises, les souffrances engendrées par la précarité grandissante du travail, l'impression d'abandon de populations travailleuses vivant loin des métropoles, leur colère face à la désindustrialisation comme au retrait de la République et des services publics des territoires péri-urbains, le ressentiment diffus devant les pertes de souveraineté de la nation et du peuple sous les coups de boutoir de la globalisation marchande et financière.

Dans sa position de force actuelle, le RN se porte clairement candidat au pouvoir, escomptant que des secteurs importants du capital se tourneront vers lui pour trouver une issue autoritaire à la crise, selon un scénario qui s'est déjà réalisé dans d'autres pays d'Europe, comme l'Italie. C'est dans ce contexte que les idées racistes et xénophobes tendent à se répandre dans la société, avec un impact d'autant plus fort que le parti de Le Pen s'est vu concurrencé à l'élection présidentielle par celui de Zemmour. Ce dernier a ouvertement porté un programme directement inspiré de l'idéologie des Ligues de l'entre-deux guerres et du régime de Vichy. Autour de lui des forces militantes importantes se sont regroupées, ne dissimulant pas leur désir d'action violente.

À l'inverse de cette nouvelle percée de l'extrême droite, c'est

désormais la gauche qui se heurte à un « plafond de verre ». Le doublement de sa représentation au sein de l'Assemblée nationale ne peut pas masquer que celle-ci reste une des plus faibles de la Ve République, très loin de la majorité espérée, et surtout sans dynamique car ne progressant pas en suffrages exprimés par rapport au scrutin de 2017.

Plus fondamentalement, si la coalition électorale réalisée autour de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale réalise ses meilleures performances dans les centres-villes et leurs périphéries populaires immédiates, ce dont nous nous félicitons, elle ne parvient pas à mobiliser ou à remobiliser les plus lointaines périphéries urbaines ou encore les zones rurales, où se concentrent pourtant une part importante du monde du travail, des catégories populaires et moyennes.

5. D'importantes forces disponibles à la contre-offensive

Des mobilisations sociales, certes d'ampleur inégale, se sont pourtant multipliées dans la dernière période à l'initiative des salarié-es et de leurs organisations syndicales. Des luttes d'entreprises ou de secteurs ont vu le jour et ont souvent arraché des succès, en particulier sur les salaires. La jeunesse a manifesté massivement son aspiration à la justice climatique, mais aussi sa volonté de voir changer ses conditions d'existence et d'études. Autour du mouvement contre les violences sexuelles et sexistes, le féminisme s'est réaffirmé dans la situation française. Des mouvements citoyens ont vu le jour contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations ou les violences commises par des policiers.

Tous ces combats se sont heurtés à l'inexistence d'un débouché politique crédible, à même de politiser leurs enjeux et d'ouvrir la voie à une alternative de gauche. Les exigences qu'ils ont mis en avant à partir de leurs revendications concrètes pour les salaires, l'emploi, les services publics, les droits des privés d'emploi, la défense de l'environnement, ou les libertés fondamentales n'en représentent pas moins un atout essentiel pour rouvrir un chemin à une perspective transformatrice. Ils ont en effet affiché le besoin de solidarité face aux fragmentations du pays, la nécessité de combattre pied à pied les injustices au nom du principe d'égalité sociale et citoyenne, l'aspiration à reconquérir des conditions d'existence dignes pour chacune et chacun, le refus de voir les individus renvoyés à des identités qui les enferment et les mutilent, l'appétit de démocratie pour recouvrer les moyens de peser sur la définition de l'avenir.

Pour les communistes, construire une majorité politique de transformation sociale implique de se hisser à la hauteur des attentes exprimées, des enjeux partagés largement par le salariat et les catégories populaires, tels une meilleure rémunération du travail et la revalorisation de son sens, ou les revendications qui portent sur le coût décuplé de l'énergie.

Reconquérir ces acteurs et actrices des mobilisations, cette partie du monde du travail et des catégories populaires sans lesquels aucune victoire politique n'est envisageable : tel est le chemin à emprunter. Les événements de la dernière période ont totalement bouleversé les équilibres politiques de notre pays. Ils annoncent une instabilité inédite depuis longtemps.

La France et la gauche sont à l'heure des choix.



L'actualité brûlante du projet communiste

Nous vivons bien une crise de civilisation. L'état de choses existant résiste mais, de toutes parts, se cherchent d'autres solutions que celles que le capital veut imposer. Il y a une alternative !

Avec le besoin d'une révolution écologique, l'humanité est confrontée en pratique avec sa responsabilité à l'échelle mondiale : rendre vivable sa relation avec la niche écologique qu'elle occupe, et qui s'étend aujourd'hui à l'espace, au fond des océans, à la maîtrise des processus biologiques sur lesquels repose la vie des êtres humains. Avec les débuts de la révolution technologique informationnelle et ses exigences de partage des informations et des pouvoirs, la perspective d'aller « au-delà » du marché capitaliste prend un caractère concret. Tandis que les crises attisent conflits, défiances, nationalismes, xénophobies, racisme, la contestation au grand jour de toutes les discriminations témoigne de ce que le développement des capacités de chacune et chacun, l'émancipation de la personne dans toutes ses dimensions, devient nécessaire pour le bien commun de toute l'humanité. L'ampleur mondiale du mouvement féministe nourrit tous les combats progressistes et rend manifeste leur portée universelle, pour chacune et pour chacun.

I. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur le développement des capacités humaines, en harmonie avec la Terre

Le projet communiste se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, antiraciste, internationaliste à ce besoin de révolution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination. Il répond à l'exigence d'une abolition effective et réussie du capitalisme et du libéralisme, à l'issue de transformations successives conduisant à les dépasser par la construction et l'essor d'une nouvelle civilisation – une civilisation de toute l'humanité où « le libre développement de chacun devient la condition du libre développement de tous » (Karl Marx).

Le communisme s'oppose radicalement au capitalisme et à la façon dont il pervertit les rapports des êtres humains avec la nature, dans l'activité par laquelle ils en tirent des produits utiles à leur existence. De façon inséparable, il s'oppose à tout ce qui pervertit les rapports des êtres humains entre eux et fait obstacle à l'émancipation de la personne humaine, la soumet au marché, délègue les pouvoirs au patron, au « chef de famille », aux chefs politiques, aux « présidents », aux « maîtres à penser »... Cela rencontre les formidables aspirations à l'émancipation personnelle.

Le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux ; une société où

domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies.

Cette perspective fonde l'existence d'un Parti communiste agissant au quotidien afin de construire une majorité populaire en faveur de la transformation radicale de la société. En faveur d'une révolution politique visant à abolir graduellement les délégations de pouvoir qui, dans l'État et les sociétés capitalistes et libérales d'aujourd'hui, privent l'immense majorité du pouvoir d'intervenir, de décider et de contrôler l'exécution des décisions.

La démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire.

Pleinement internationalistes et engagés dans des combats convergents avec des partis communistes et d'autres forces qui contestent un monde structuré par les logiques capitalistes sous l'hégémonie en tous domaines du capital nord-américain, nous ne saurions concevoir le processus révolutionnaire autrement que comme le prolongement et le dépassement du combat pour la liberté et l'égalité qui a forgé l'histoire de notre peuple, des Lumières à la Révolution française, de la Commune de Paris aux conquêtes de la Libération, des luttes ouvrières aux combats pour la paix et contre le colonialisme. C'est dans cette perspective que nous travaillons à prendre en compte, dans tous ses aspects contradictoires, l'expérience historique qui a soulevé dans le monde un immense espoir en 1917. L lançant un défi à la domination universelle du capitalisme, elle a servi de point d'appui à des conquêtes sociales dans le monde entier, et l'URSS a apporté une contribution capitale à la victoire contre le fascisme hitlérien. Cependant, dans le contexte

de l'arriération initiale du pays où elle est née, le système étatiste qui s'y est développé a été marqué par les crimes du stalinisme. Il s'est effondré face à la pression des puissances capitalistes à l'issue d'une crise profonde d'inefficacité économique, après avoir refusé de prendre en compte les exigences de démocratie et de liberté qui montaient des sociétés.

Les différents axes de transformation révolutionnaire que comporte le projet communiste doivent faire l'objet d'un vaste débat dans la société avec les autres projets en présence dans la bataille politique – ceux qui visent à préserver l'état de choses existant, comme ceux qui visent à l'aménager ou à le transformer.

2. Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital

Le projet communiste ne se réduit pas seulement à une utopie, à la définition d'une société idéale à l'horizon d'une transformation plus ou moins lointaine. C'est un processus qui commence tout de suite, dans un conflit permanent et multiforme avec le capital, pour arracher des réponses immédiates aux aspirations populaires. Mais ce « mouvement » n'est pas tout, et le but final compte car c'est d'une tout autre société qu'il faut, sans attendre, concevoir et poser, une à une, les briques.

Chaque fois que des éléments de partage progressistes des richesses, des pouvoirs, des savoirs, des rôles sont conquis, se traduisent dans des avancées institutionnelles, comme au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, c'est un progrès vers du communisme. Cela ne fait pas pour autant de notre société une société communiste. Cela fait bien plutôt monter le besoin de révolution dans tous les aspects de la vie humaine.

En effet, tous les mouvements émancipateurs se heurtent à un même adversaire : le capital. Il s'oppose à ces avancées avec toute la puissance que lui confèrent son pouvoir sur l'utilisation de l'argent imprégnant tous les lieux de décision économiques, politiques et sociaux, ses possibilités de recours à la violence étatique, ses moyens matériels et idéologiques de discréditer et de décourager les mouvements qui contestent sa domination. Agir dans les luttes, dans la bataille d'idées et dans les institutions pour rassembler ces mouvements dans un combat de classe contre leur adversaire commun en leur donnant la force, par la cohérence d'un projet révolutionnaire, de l'emporter sur la puissance du capital : c'est là l'utilité du rôle original que le Parti communiste veut jouer dans les conditions concrètes de la France et du monde d'aujourd'hui.

C'est dans les mobilisations sociales, écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes que progresse le plus le combat politique pour déjouer le travail de division qu'opèrent le pouvoir, le patronat et l'idéologie dominante, et pour rassembler, contre l'exploitation, l'ensemble du salariat, des ouvrier-es aux cadres, ainsi que toutes celles et toutes ceux qui n'acceptent plus d'être dominé-es, exclu-es, en butte au racisme, nié-es dans leur culture, dans leur genre, dans les relations avec leur ainé-es. C'est dans les luttes et dans la bataille d'idées que cette large majorité de notre société peut s'affirmer comme une majorité politique, capable d'imposer démocratiquement au Parlement, au gouvernement et jusque dans tous les lieux de pouvoirs, des choix politiques ouvrant la voie à la construction d'une nouvelle civilisation.

Les conditions de cette construction mûrissent en effet dans

les contradictions du capitalisme financiarisé et mondialisé en crise. Mais tant que la logique de la rentabilité capitaliste et la confiscation du pouvoir par une minorité dominant la société et toutes les relations entre les êtres humains, la crise ne peut que s'approfondir et meurtrir davantage les exploité-es et les dominé-es. Pour qu'une autre logique, sociale, écologique, féministe, antiraciste, internationaliste, c'est-à-dire communiste, l'emporte, il faut une révolution politique et une révolution économique, écologique, culturelle. C'est l'enjeu d'un conflit, dont la durée, les avancées, les reculs et les conquêtes dépendent des rapports de force politiques entre l'ordre ancien et le mouvement qui vise à l'abolir jusqu'à le dépasser.

3. Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les relations entre les êtres humains

On peut définir les grands traits de cette transformation révolutionnaire, en tant qu'ils affectent l'économie et, de façon inséparable, l'écologie et ce que l'on peut appeler l'anthroponomie, c'est-à-dire toutes les dimensions dans lesquelles les êtres humains se construisent par les relations entre générations, au travail, dans la vie de la cité, dans la vie culturelle et psychique.

Le projet communiste passe par une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition

- ✘ une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité sociale et écologique de l'économie, s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles ;
- ✘ le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi ou de formation, garantissant une continuité de revenu tout au long de la vie avec des activités développant toutes les capacités des êtres humains, pour que chacune et chacun s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent à n'être considérées que comme une force de travail traitée comme une marchandise ;
- ✘ un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens.

Porteur d'une véritable révolution du travail et de son sens, le dépassement du marché du travail met à l'ordre du jour une nouvelle logique économique, avec un dépassement du marché des biens et des services, par l'affirmation de nouveaux critères de gestion des entreprises, entrant en conflit avec les critères de gestion capitalistes, et par l'essor de nouveaux services publics, lieux d'exercice de nouveaux pouvoirs par leurs agent-es et par leurs usager-es ; avec le dépassement du marché de l'argent par le développement d'un nouveau crédit bancaire, contre la dictature des marchés financiers ; et avec le dépassement du marché mondial qui connecte les trois précédents à l'échelle de la planète, par une nouvelle mondialisation de coopération et de paix, remplaçant l'hégémonie du dollar et de ses institutions (FMI, Banque mondiale) par une monnaie commune

mondiale de coopération avec de nouvelles institutions, depuis l'échelon local jusqu'au niveau national, et du niveau européen au niveau mondial.

Le projet communiste passe par une révolution écologique

L'organisation de la vie en société doit être inspirée, de part en part, par l'impératif de développer et de mettre à la disposition de toutes et tous ces biens communs de l'humanité que sont le climat, la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau, des paysages... Une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation suppose des politiques de coopération se substituant à la concurrence, afin de tendre vers une économie circulaire, réduisant ainsi la pression sur les ressources et les écosystèmes. Il s'agira de faire face au défi climatique par des politiques d'atténuation et d'adaptation ambitieuses, pour œuvrer à un monde neutre en carbone avant la seconde moitié de ce siècle. Le développement des énergies bas carbone, nucléaire comme renouvelables, en parallèle de la généralisation de la mobilité propre, du fret ferroviaire, fluvial et maritime, des mesures d'efficacité énergétique dans le bâtiment et l'industrie, ainsi que la promotion de l'agroécologie et l'agroforesterie, seront des leviers incontournables pour assurer la survie des 8 et bientôt 10 milliards d'habitant·es sur Terre.

Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : services publics de l'écologie, de la santé, de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises productives, avec de nouveaux critères de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.

Le projet communiste passe par une révolution des relations entre générations, du travail, de la politique, de la culture

C'est pourquoi il n'établit pas de hiérarchie entre les luttes

émancipatrices. Il développe le combat féministe jusqu'à une civilisation libérée de toute trace du patriarcat dans la famille, dans l'économie, dans la vie politique et dans la vie des idées. Il développe les combats antiracistes en poussant jusqu'au bout la bataille de l'égalité des droits. Il agit pour une laïcité qui libère les individus de l'emprise des obscurantismes et des communautarismes. Cependant, à la différence des courants qui se contentent d'une juxtaposition des luttes contre les dominations, il vise à les articuler à la bataille de classe contre l'exploitation, condition pour arracher son pouvoir au capital.

À l'inverse de la marchandisation accélérée par les multinationales du numérique, le projet communiste repose sur la libre circulation des arts et des idées. Il protège les artistes, favorise l'accès de toutes et tous aux pratiques artistiques comme à la diffusion culturelle. Il considère la liberté de création et de diffusion comme une liberté fondamentale, permettant l'émancipation individuelle et celle de la société tout entière.

Ce processus vers la construction d'une nouvelle civilisation, nous voulons en instruire les conditions à la lumière, entre autres, des expériences révolutionnaires des cent dernières années. Au-delà du dépassement des marchés, le projet communiste mène, à terme, au dépassement du travail lui-même comme forme contrainte des activités de production. Poussé jusqu'à son but final, il mène au dépassement des nations, de l'argent, de l'Etat... c'est-à-dire au communisme.

La même logique, dans son conflit avec celle de plus en plus perverse et inefficace du capitalisme, donne ainsi aux axes de propositions qui structurent l'activité des communistes dans la durée une cohérence fondamentale, entre poursuite d'objectifs sociaux transformateurs, conquête de pouvoirs et de droits nouveaux, et mobilisation des moyens financiers nécessaires.

Cette logique donne leur sens à nos efforts pour l'unité du salariat et de toutes les forces d'émancipation dans le monde. Elle donne sens à une stratégie politique visant à constituer des majorités pour conquérir démocratiquement des pouvoirs dans tous les lieux, du local au mondial, où prédomine aujourd'hui la logique capitaliste. Elle se traduit dans l'organisation et dans l'action du parti révolutionnaire que veut être le Parti communiste français.

5

Ouvrir un nouvel horizon pour la France

Avec le peuple de France, avec sa jeunesse, nous voulons engager la nation sur le chemin de grands changements rendus possibles par des réformes heureuses.

Nous voulons écrire pour toutes et tous une nouvelle page d'émancipation.

Nous voulons révolutionner le travail, la production et la consommation pour que chacune et chacun puisse travailler avec un bon emploi ou être en formation, travailler mieux et travailler moins, en dépassant le marché du travail capitaliste.

Nous voulons inverser les priorités entre capital et êtres humains : priorité à la formation, à l'emploi, à l'épanouissement des femmes et des hommes ; l'investissement, l'équipement, les dépenses en capital doivent être au service des êtres humains, au lieu de chercher à les évincer.

Nous voulons promouvoir les biens communs en développant les services publics, du local au mondial.

Nous voulons construire un nouveau pacte républicain pour rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle par la révolution féministe et la relance d'un grand mouvement de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

Dans le prolongement de notre campagne de l'élection présidentielle de 2022 et des 180 propositions qu'y a portées Fabien Roussel, nous voulons agir à partir de grands axes qui font l'originalité de l'action du Parti communiste français pour répondre aux urgences du moment.

C'est ainsi, en désignant les objectifs de la transformation révolutionnaire pour laquelle nous militons, en avançant des moyens pour l'engager, en proposant un chemin de lutte pour y parvenir, que nous entendons permettre à la France de retrouver une voix indépendante dans l'arène internationale. D'agir en faveur d'une autre construction européenne, dégagée des traités austéritaires et des règles qui bafouent la souveraineté des peuples et des nations. De défendre des mesures ambitieuses pour un monde de paix, de coopérations, de sécurité collective.

I. Révolutionner le travail, la production et la consommation

Le chômage tue et abîme la vie de six millions de personnes et de leur famille. Il permet au Medef et aux néolibéraux de maintenir des salaires en berne, les horaires étendus sans supplément de rémunération.

Aussi, les communistes proposent de construire un système permettant de travailler toutes et tous, une sécurité de l'emploi et de la formation dont l'ambition est d'éradiquer le chômage. Dès la sortie du système scolaire, nous proposons que chacune et chacun soit affilié-e à un nouveau service public de l'emploi et de la formation lui permettant d'alterner, tout au long de sa vie, périodes d'emplois et périodes de formation dans une sécurité de revenu et de droits.

Les communistes prendront toute leur place dans la mobilisation sociale unitaire contre la nouvelle réforme des retraites prévue par Emmanuel Macron. Ils porteront l'abrogation des

réformes Balladur et Fillon. Notre projet est celui d'une retraite à taux plein à 60 ans pour toutes et tous, intégrant la prise en compte des années d'études et de formation, du nombre d'enfants, de la pénibilité avec des droits au départ anticipés. Nos propositions de financement reposent sur deux innovations : la création d'une cotisation sur les revenus des entreprises ; une modulation à la hausse des cotisations sociales pour les entreprises qui attaquent l'emploi, les salaires et la formation.

Au-delà, c'est le travail lui-même et notre mode de production que nous voulons changer.

Des bas salaires et des conditions de travail dégradées aux inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes, des contrats courts et des horaires décalés au développement de l'ubérisation qui combine toutes les régressions, des pénuries d'emplois dans des secteurs aussi divers que la restauration ou le bâtiment, à la démission de centaines de milliers de salarié-es : tout appelle à transformer le travail pour lui redonner un sens qui permette à chacune et chacun de s'y émanciper.

Une conférence sociale nationale, salaires-emploi-formation, devrait créer les conditions d'une augmentation générale des salaires, d'une création massive d'emplois, d'un développement sans précédent de la formation et d'une meilleure prise en compte des qualifications et de la pénibilité. Les métiers à prédominance féminine doivent être revalorisés et la mixité des filières de formation des métiers doit être assurée. Les violences sexistes au travail appellent de sévères sanctions et les entreprises doivent être contraintes à l'égalité salariale et professionnelle. Nous appelons à la régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers, l'égalité de statut étant un moyen essentiel de lutter contre la mise en concurrence des salarié-es.

Retrouver la maîtrise de son travail, de sa finalité et de son organisation collective implique des pouvoirs de décisions nouveaux pour les salarié-es.

Et il faut travailler moins ! Nous proposons d'initier la mise en œuvre des 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire, en commençant pour tous les emplois qui le nécessitent du fait de leur pénibilité, d'encadrer l'usage des outils numériques et le télétravail, de garantir le droit à la déconnexion. Nous appelons à développer le temps consacré à la formation professionnelle, à la vie familiale et à la parentalité, à des activités d'intérêt général, d'épanouissement personnel ; et nous agissons pour garantir une retraite à 60 ans à taux plein, avec une pension à 75 % du revenu net d'activité.

Cette révolution du travail, la jeunesse doit en être un moteur. L'objectif est zéro jeune au chômage, zéro jeune contraint à la précarité, zéro jeune victime de la surexploitation.

Cette révolution du travail doit encore s'accompagner d'une grande transformation de notre mode de production et de consommation, ainsi que de la création de millions d'emplois.

Nous portons l'exigence de nouveaux objectifs sociaux et écologiques, créateurs d'emplois de qualité.

Une nouvelle industrialisation de la France, reposant nationalement sur le développement des capacités humaines et sur de nouvelles coopérations européennes et mondiales devra se montrer respectueuse des salarié-es, de la santé et de l'environnement, selon les principes de l'économie circulaire. Elle devra permettre de fournir des produits sains et accessibles. Simultanément, nous proposons un nouveau cap pour l'agriculture et l'alimentation, dans le but d'assurer la souveraineté alimentaire de la France, avec des prix rémunérateurs et des mesures d'accompagnement pour l'utilisation de produits alternatifs aux pesticides.

Cette nouvelle industrialisation doit s'articuler aux nouveaux besoins de développement des services publics.

2. Promouvoir les biens communs par le service public

Pour les multinationales et les marchés engagés dans la compétition capitaliste mondiale, les biens les plus essentiels à notre vie quotidienne, à commencer par notre environnement, sont considérés comme des marchandises.

Pourtant, les gigantesques déséquilibres écologiques mondiaux,

ou encore la pandémie de Covid-19 montrent que l'environnement ou la santé sont des biens communs à préserver. L'environnement – l'eau, l'air, la terre, le climat, la biodiversité et les écosystèmes –, l'énergie ainsi que la santé, l'éducation, les transports, les arts et la culture, ou le sport doivent sortir du marché capitaliste.

Pour y parvenir, héritages de décennies de luttes et appropriation sociale collective, les services publics représentent un puissant levier pour une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique. Un mouvement de démocratisation doit y être engagé afin d'en transformer la gestion. Agents, usager-es, élu-es, doivent être associé-es pour déterminer les besoins et construire les réponses appropriées.

L'avenir de la planète et des générations futures passe par la préservation de notre environnement. Nous proposons une stratégie climat visant la neutralité carbone en 2050, fondée sur un plan d'investissements publics et privés de 150 milliards d'euros annuels en formation, en emplois et équipements permettant une maîtrise publique de l'énergie, la rénovation thermique et une mobilité décarbonée.

La politique de l'énergie doit être fondée sur la constitution d'un mix énergétique 100 % public et 100 % décarboné. Nous voulons un pôle public de l'énergie. Il regroupera l'ensemble des grandes entreprises publiques et privées, dont Total Energie, des centres de recherche dont le CEA, et un puissant service public de l'énergie, organisé autour d'EDF et Engie, qui seront renationalisées et gérées démocratiquement. Notre projet vise une forte croissance de la production électrique, en investissant dans les énergies renouvelables (solaire, éolien et surtout dans l'hydraulique, énergie renouvelable pilotable) et dans l'électricité nucléaire, avec la construction de six EPR supplémentaires au minimum.

Après la pandémie de Covid, le partage des connaissances, des savoirs scientifiques et industriels concernant la santé, dont découle la levée des brevets sur les vaccins, avec des moyens de financement de la recherche et des équipements, doit être une priorité mondiale amplifiant les coopérations, pour faire de la santé et de la protection sociale un droit universel. La France doit montrer l'exemple : un pôle du médicament doit être une priorité, incluant une appropriation publique et sociale de la production et de la recherche ; une nouvelle politique de prévention et de prise en charge des soins à 100 % est une nécessité dans le cadre d'un système de santé publique. La Sécurité sociale, dont nous réaffirmons qu'elle doit être financée par les cotisations sociales, doit devenir le bien de ses cotisant-es par l'élection de leurs représentant-es. Des mesures urgentes sont indispensables pour rendre les soins accessibles à toutes et tous, et développer l'hôpital public.

Les personnels du secteur de l'autonomie et des Ehpad, les usager-es, les familles ont sonné l'alerte : il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver des réponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement. Le vieillissement ne doit plus être synonyme de relégation sociale, de perte de citoyenneté. L'autonomie de nos aîné-es peut être assurée par la réalisation et la modernisation des Ehpad, avec un service national et territorial de prise en charge à domicile.

Les grands défis nationaux et mondiaux à relever, et la démocratisation nécessaire du pays, impliquent de développer la recherche publique et de transformer l'éducation. Le service public de l'Éducation nationale sera renforcé pour avancer vers une école commune pour toutes et tous, réellement gratuite. Des moyens sont nécessaires pour l'augmentation du temps scolaire. Les enseignants ont besoin de moyens pour exercer leurs missions. La réussite scolaire est une priorité, elle passe par des effectifs réduits, des équipes pluridisciplinaires, l'accompagnement des élèves handicapé-es. La France mérite d'avoir la jeunesse la mieux formée. Celle-ci doit pouvoir accéder aux meilleures études et aux meilleurs diplômes.

En matière de santé, d'éducation, mais aussi de droit au logement, de transports, de communication par la Poste ou le numérique, d'arts et de culture, de sport, l'aménagement du territoire doit permettre que l'usager-ère trouve près de chez lui un bouquet de services publics de proximité. Parce que 70 % de l'investissement public proviennent des collectivités territoriales, et que celles-ci assument une grande part des politiques de solidarité, le renforcement de leurs moyens et de leur autonomie est une nécessité. Les missions de service public appellent des garanties par la formation et les créations d'emplois nécessaires dans le cadre d'un statut réaffirmé et renforcé de la fonction publique.

Les services publics connaissent une crise de recrutement et de fonctionnement due aux politiques de démantèlement et de sous-investissement. L'instauration d'une culture managériale autoritaire, sous couvert de maîtrise des coûts, détériore leur qualité et leur efficacité réelle. Les scandales liés à la prise en charge de nos aîné-es ou des personnes en situation de handicap, comme l'affaiblissement du secteur de la protection de l'enfance soulèvent des questions majeures de justice sociale et d'équilibre de notre société. Des moyens financiers, structurels et humains, doivent être déployés afin que les travailleur-euses qui accompagnent les plus vulnérables de nos concitoyen-nes ne soient plus assujetti-es à des conditions de travail elles-mêmes précaires.

Une politique nationale de soutien à la vie associative et à une économie sociale et solidaire, libérée des logiques capitalistes est indispensable.

3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique

La création de millions d'emplois, un accès massif de toutes et tous à la formation tout au long de la vie, le déploiement du potentiel de créativité de chacune et de chacun peuvent libérer un potentiel considérable de qualifications et d'efficacité pour la création des richesses nécessaires à la réalisation de nos objectifs sociaux, écologiques et sociétaux, et à leur financement.

Pour y parvenir, de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié-es doivent permettre de faire prévaloir, dans la gestion des entreprises et des services publics, de nouveaux critères donnant la priorité à l'emploi, à la formation, à la recherche, aux économies de ressources naturelles. De nouvelles institutions (pôles publics, conférences territoriales et nationales...) doivent constituer les bases d'une nouvelle planification décentralisée, avec de nouvelles institutions.

Pour servir de levier à l'action des entreprises et du système bancaire, nous proposons un nouveau type de nationalisations pour les grands réseaux bancaires et d'assurances privés, ainsi que les groupes dominants dans les secteurs stratégiques (énergie, chimie, santé, transports, télécommunications, armements...), jusqu'à la constitution de puissants pôles publics permettant de combattre les logiques capitalistes. Nous soutenons les entreprises citoyennes de l'économie sociale et solidaire, notamment à travers les initiatives coopératives.

La révolution numérique et informationnelle dans tous les aspects de la production comme de la vie humaine est un enjeu central de souveraineté populaire. Face aux Gafam, ces grands groupes tentaculaires qui cherchent à s'affranchir des États pour remodeler la société, le monde du logiciel libre incarne un espace de résistance et d'élaboration créative que nous entendons soutenir. L'indépendance et la souveraineté numérique et informationnelle de la France s'appuiera sur la maîtrise de secteurs clés de l'industrie de la microélectronique et des services informatiques, dont la sécurité des données, ainsi que la constitution d'un pôle public des télécommunications et du numérique.

L'utilisation de l'argent public, de l'argent des banques et des entreprises doit viser une nouvelle efficacité économique pour l'emploi, les salaires, l'égalité femmes-hommes, la formation, les économies d'énergie et de ressources naturelles. La lutte contre l'évasion fiscale doit s'attaquer réellement aux pratiques des banques et des grands groupes multinationaux.

Au niveau européen, nous voulons agir pour la création d'un fonds pour le financement de projets de développement des services publics démocratiquement élaborés, décidés, réalisés et contrôlés dans les différents pays. Nous en appelons à la remise en cause des accords de libre-échange inscrits dans le tout-concurrence sur la base du moins-disant social et environnemental. De même, nous portons la nécessité de créer une monnaie commune mondiale et d'une réforme profonde du FMI.

4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle

Emmanuel Macron contribue à installer un nouveau régime politique dont l'autoritarisme s'avère particulièrement dangereux. Il est temps de dire « stop », de redonner du sens à la démocratie, de permettre à notre peuple et à la nation de conquérir leur pleine souveraineté, de réaffirmer la laïcité.

Remettre le peuple au cœur du pouvoir

Il doit être mis fin à l'élection du président de la République au suffrage universel et la primauté doit être rendue au Parlement. Le découpage actuel du territoire national et les réorganisations de l'État appellent un grand débat auquel les communistes entendent pleinement contribuer. L'organisation de la République à partir des communes et des départements est un impératif afin de leur donner les moyens de répondre aux besoins de la population. Les mécanismes de démocratie directe et d'intervention populaire doivent être généralisés à tous les niveaux. C'est le contenu de la VI^e République.

Le monde du travail et le peuple doivent être pleinement partie prenante des grands choix qui engagent leur vie et l'avenir du pays.

Parce que l'entreprise n'est pas un espace hors du champ de la citoyenneté, des droits décisionnels nouveaux sont à conquérir pour les salarié-es.

Elles et ils doivent pouvoir opposer leur veto suspensif aux projets de restructuration et de licenciements, mais aussi disposer des moyens de faire prendre en compte leurs projets de créations d'emplois, avec droit de saisine du crédit bancaire allant jusqu'au droit de préemption en cas de vente d'une entreprise. La possibilité doit leur être reconnue d'intervenir sur le sens et le contenu de leur travail et participer à la gestion et aux orientations stratégiques de production dans leur globalité.

Nous militons en faveur de conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la transformation écologique des productions et des services, afin de recenser les besoins des populations et de définir des plans de développement et d'industrialisation, sur la base de nouveaux critères d'utilité sociale et écologique. Disposant de moyens financiers pour inciter ou pénaliser les entreprises afin qu'elles les réalisent, elles doivent également assurer le suivi de leur mise en œuvre.

Parce qu'être en état de minorité sociale jusqu'à 25 ans ne saurait être toléré, les jeunes ont besoin d'un statut social.

Enfin, parce qu'il n'est pas acceptable que des hommes et des femmes soient exclues de tout moyen de s'exprimer sur de grands choix les concernant, le droit de vote des résident-es étranger-ères doit être instauré pour les élections locales et européennes.

Les libertés publiques seront étendues en renforçant les droits syndicaux et en abrogeant les lois liberticides.

La tranquillité publique nécessite de refonder de l'organisation des forces de police et la redéfinition de leurs missions, d'agir pour sauver du naufrage les institutions judiciaire et carcérale. Et c'est également par la révolution du travail et le développement des services publics qu'il sera possible de ramener la République partout, pour toutes et tous. Sans politiques ambitieuses, impossible de traiter les problèmes à la racine.

L'engagement laïque de la République doit être réaffirmé. Face à sa remise en cause par les intégrismes qui cherchent à opposer les citoyen-nes entre eux et à faire prévaloir leurs préceptes religieux sur la loi commune, l'heure est venue de réhabiliter l'idéal de laïcité. Nous sommes mobilisé-es pour faire respecter le refus de toute religion d'Etat, la garantie de la liberté de conscience, c'est-à-dire le droit pour chacune et chacun de pratiquer le culte de son choix ou de critiquer les religions. Des objectifs qui, en proclamant l'universalité des droits humains, concourent à l'égalité entre toutes et tous.

Un débat s'ouvre sur le devenir de la Corse. Il demande la plus grande attention de notre part, un travail étroit et coordonné avec les communistes de Corse.

Nos rapports avec les Outre-Mer appellent de profondes transformations pour répondre aux besoins des populations de ces territoires.

Engager la révolution féministe

Alors que nous vivons encore un puissant mouvement de libération de la parole des femmes et d'engagement pour l'égalité, il

est urgent que la société française opère un virage politique global. Les communistes ont la conviction que la révolution sera féministe ou ne sera pas. Aucune grande avancée ne peut être conquise sans la moitié de l'humanité.

En outre, les rapports de production ne peuvent être profondément transformés sans dépasser les rapports qui continuent d'assigner les femmes aux tâches reproductives, dans toutes leurs dimensions.

C'est la raison pour laquelle nous portons l'ambition d'une révolution féministe pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes et réaliser l'égalité entre femmes et hommes.

Une politique de lutte contre les violences faites aux femmes, sur le plan répressif comme préventif, exige une hausse considérable des moyens dédiés. La justice doit être rendue aux victimes : des viols et crimes sexistes et sexuels ne peuvent plus rester impunis.

Nous défendons une société où la sexualité et les corps ne sont plus assujettis aux diverses formes de violence et de marchandisation que sont la prostitution et la GPA. Pas plus que le corps des femmes n'est à vendre, leur ventre n'est à louer.

Nous voulons faire progresser les droits des femmes dans tous les domaines par une politique nationale menée par un ministère de plein droit, dans l'exigence d'une égalité territoriale. Le droit à l'IVG devra être inscrit dans la Constitution et disposer des moyens associés.

En cohérence avec ces engagements, nous soutenons les luttes pour conquérir la liberté et l'autonomie des femmes et faire progresser leurs droits partout dans le monde, comme celle que mènent depuis plusieurs mois courageusement les femmes d'Iran et leurs alliés démocrates qui brandissent avec elles le mot d'ordre « Femmes, Vie, Liberté ».

Relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations

Face à la crise capitaliste qui s'amplifie et la guerre du tou-t'es contre tou-t'es, replis nationalistes et xénophobes, racisme et antisémitisme trouvent un terreau fertile. Partout sont fabriqués des ennemis pour diviser les peuples et le monde du travail. En France, comme dans toute l'Europe, la politique de gouvernements cherchant à disputer le terrain de la lutte contre l'immigration à l'extrême droite aggrave ces phénomènes.

L'antisémitisme, qui connaît un regain, doit être combattu avec d'autant plus de force qu'il a conduit, dans notre pays, à l'affaire Dreyfus et à la collaboration ignominieuse avec le génocide hitlérien. La lutte contre l'antisémitisme est au cœur de notre action, aujourd'hui comme hier, car constitutive de l'histoire des communistes français.

Et alors que des millions de femmes et d'hommes de notre pays sont chaque jour blessé-es, humilié-es par des propos ou des actes racistes, par les discriminations à l'embauche et au logement, ou par des campagnes qui s'en prennent avec virulence aux musulman-es, nous voulons promouvoir une conception communiste de l'antiracisme communiste, capable d'obtenir des avancées concrètes pour l'égalité réelle. Cette conception communiste de l'antiracisme vise l'égalité des droits de toutes et tous, indépendamment de la classe sociale.

Il refuse toute essentialisation, assignation identitaire à une couleur, une origine, une religion. Les femmes et les hommes sont riches d'une identité plurielle, celles et ceux qui sont en butte au racisme appartiennent pleinement à cette majorité populaire qui a des intérêts communs et qui, unie, a les moyens de les défendre et de les faire progresser. C'est en ce sens qu'il est anticapitaliste.

Il porte ainsi à égalité des revendications communes à toutes et tous et des revendications spécifiques.

Aussi, la révolution du travail, de la production et le développement des services publics est-elle une partie importante de notre combat antiraciste, pour mettre fin notamment aux discriminations à l'embauche et aux inégalités professionnelles motivées par le racisme.

Parallèlement, nous portons l'exigence d'une politique éducative suivie, indispensable pour faire reculer les préjugés. La loi doit, en outre, sanctionner durement les propos et actes racistes. Une peine d'inéligibilité doit pouvoir être appliquée pour quiconque s'en rend coupable, ainsi que notre groupe l'a défendu à l'Assemblée nationale.

Enfin, l'antiracisme communiste se nourrit de notre internationalisme et de notre volonté de travailler à l'unité des travailleurs, des travailleuses et des peuples de tous les pays.

C'est sur ces bases que nous affirmons l'ambition de relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

De même, l'action publique doit créer les conditions d'une société inclusive et d'un égal accès aux droits et aux institutions. Des actions de prévention et d'éducation doivent être mises en place pour combattre les LGBTQI-phobies. Dans un contexte parfois hostile aux luttes contre la transphobie, nous réaffirmons que les communistes combattent pour la libre détermination de l'identité de genre, dans le cadre de la loi. Et nous voulons qu'il soit mis fin aux mutilations sur les personnes intersexes, dont la reconnaissance dès la naissance sera permise.

Nous voulons garantir les droits des personnes LGBTQI+. Garantir l'égalité de toutes et tous, c'est agir pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre.



Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple

Alors que l'humanité se trouve à un tournant de son histoire, le besoin d'alternative transformatrice se fait plus fort que jamais. Des millions de nos concitoyen·nes aspirent à voir changer leur vie, et à ce que la France s'engage dans un nouveau chemin de progrès et de justice.

Cette attente se heurte cependant à d'importants obstacles. Les tensions internationales alimentent les peurs devant l'avenir. Les points marqués par le capital ces dernières décennies pèsent sur le développement des mobilisations populaires. L'affaiblissement des repères de classe favorise les tendances au repli et à la concurrence de tou·tes contre tou·tes. Le sentiment d'abandon prévalant dans nombre de villes et quartiers populaires est à l'origine d'une abstention grandissante de scrutin, ainsi que d'une méfiance massive envers la politique. Au fil des renoncements des gouvernements appliquant des orientations sociales-libérales, le doute s'est instillé dans les consciences sur la volonté de la gauche de répondre aux attentes populaires. L'extrême droite en profite pour faire progresser ses thématiques haineuses et identitaires.

Les communistes ne se résignent à cet état de fait. Ils entendent tout mettre en œuvre pour dépasser ces obstacles et rouvrir une perspective d'espoir à notre peuple, en rassemblant toutes les forces sociales et politiques ayant un intérêt commun à la rupture avec un modèle capitaliste de plus en plus destructeur.

1. Affirmer le socle social et politique du changement

Les coordonnées de la crise française, autant que l'ampleur des enjeux auxquels il nous faut répondre, conduisent à poser d'une nouvelle manière la question de la stratégie à même de conduire à une victoire politique. Notre démarche ne saurait se résumer à la recherche d'alliances entre forces de gauche, ni à céder à l'illusion d'un changement politique initié du seul sommet de l'Etat. Dès lors que le projet communiste s'avère indissociable d'une conception de classe de la bataille pour l'émancipation humaine, il importe de clairement identifier le sujet de la révolution que nous appelons de nos vœux. Nous voulons que la majorité sociale existant dans notre pays devienne la majorité politique.

En ce premier quart du 21^e siècle, ouvrier·ères et employé·es représentent les principaux secteurs de la population en emploi. Et, toutes et tous ensemble, avec les millions de privé·es d'emploi, avec les agent·es des services publics, avec la très large partie des cadres que leur relation au travail, au salaire et à la protection sociale rapproche des autres composantes du salariat, avec les travailleurs et travailleuses des plateformes que gouvernements et patronat ont exclu du droit social, avec le retraité·es qui ont quitté l'activité salariée, avec la jeunesse scolarisée qui est appelée à former une grande partie du monde du travail de demain, avec les professions de la création artistique et culturelle, ils représentent une force considérable.

Nous pensons que le monde du travail a vocation à devenir l'aile marchante, la force motrice réunissant l'ensemble des classes et couches disponibles à un combat pour changer la vie... Loin de la théorie macronienne d'une montée en puissance des « actifs non salariés »... Loin des affirmations sur « la fin du travail »... Loin des postulats du think-tank « Terra Nova » qui appelait hier la gauche à se détourner des classes travailleuses... Loin de l'idée défendue par les courants se réclamant du « populisme de gauche » selon laquelle le salariat serait dorénavant appelé à se fondre dans un « peuple » décrété principal acteur d'une future « révolution citoyenne »...

Par sa puissance potentielle, par sa place dans l'économie – qui lui a permis de tenir la France debout alors que les classes dirigeantes affichaient leurs défaillances au plus fort de la crise sanitaire de 2020 –, le monde du travail, dans sa diversité, est en mesure de fédérer largement autour de lui : d'un monde paysan dont de très nombreux secteurs sont frappés de paupérisation, aux petits entrepreneurs pressurés par les donneurs d'ordre des grands groupes multinationaux, en passant par les couches moyennes traditionnelles.

En outre, nous ne nous résignons pas aux fractures que la réorganisation de l'économie et de la structuration territoriale du pays par le capital ont créées entre salarié·es du public et du privé, entre grandes et petites entreprises, entre habitant·es des quartiers populaires des banlieues, et populations vivant dans les territoires péri-urbains. Toutes et tous constituent le socle social du changement.

En défendant l'actualité du clivage entre capital et travail, en se tournant résolument vers un monde du travail ignoré et méprisé des possédants et des grands médias, en s'immergeant dans toutes les luttes avec le souci d'aider à leurs confluences, en étant à l'écoute des attentes qui s'expriment et en formulant

en leur direction des propositions susceptibles de leur donner un sens commun et rassembleur, le Parti communiste français se met au service de l'émergence de cette majorité qui peut contribuer à ce que le pays change de destin.

2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante

C'est pour concrétiser cette visée stratégique que nous voulons déployer l'intervention communiste.

Les crises que nous vivons ont profondément altéré le rapport au collectif et en particulier à l'engagement collectif durable. Pourtant, des centaines de milliers de personnes recherchent des formes d'engagement pour transformer la société. Les communistes travaillent en ce sens pour permettre au plus grand nombre d'investir le champ politique. C'est une condition déterminante pour ouvrir un chemin de progrès à notre pays.

C'est d'abord au renforcement des luttes que nous entendons travailler, afin de permettre à ces dernières non plus seulement de résister, mais de conquérir. C'est un point d'appui pour permettre au monde du travail de prendre conscience de sa place et confiance en sa force, de prendre la mesure des obstacles et de manifester qu'il représente les forces vives de la nation. Notre action se veut, sur ce plan, complémentaire de celle des organisations syndicales, auxquelles il appartient, en toute indépendance, de déterminer les conditions de leurs batailles revendicatives, de la convergence et de l'agenda des mobilisations, de leur unité.

Mais l'indépendance mutuellement reconnue des organisations syndicales, des forces associatives et des partis politiques, n'induit nullement une indifférence réciproque. Au contraire, si les forces de gauche et écologistes ont besoin d'un syndicalisme puissant et uni pour élever le rapport de force social face aux gouvernants et au patronat, le mouvement syndical a besoin d'une gauche dont les expressions contribuent à offrir une perspective politique aux mouvements sociaux. Il importe de travailler à cette complémentarité, par la recherche d'espaces communs qui puissent aider à l'échange des expériences et des analyses, à l'élaboration conjointe de propositions à même de renforcer les mobilisations, à la définition d'initiatives pouvant rassembler largement, dans le respect des spécificités et de la souveraineté de chacun·e.

Nous le faisons sur chaque terrain de lutte, dans toutes les mobilisations nationales et locales, avec nos propres initiatives d'action, et en proposant à nos partenaires de toute la gauche, aux organisations syndicales, aux mouvements associatifs, de s'associer dans des campagnes qui politisent les enjeux, aident à l'amélioration du rapport de force grâce à la dynamique du rassemblement, jusqu'à obtenir des victoires concrètes pour la population. C'est ce qui a inspiré notre démarche dans la nouvelle bataille des retraites engagée en 2022.

Le rôle du Parti communiste français est enfin de mener avec détermination la bataille des idées. En nous appuyant sur les aspirations qui montent de la société ou des mouvements sociaux et citoyens, il s'agit pour nous de continuer à porter un programme dynamique, de dépassement des politiques capitalistes, porteur de propositions radicales et crédibles. En mettant en cohérence les objectifs de satisfaction des besoins humains, les moyens financiers et politiques d'y parvenir, et le chemin de

lutte permettant de faire gagner cette nouvelle logique, comme nous l'avons fait avec le programme « La France des Jours heureux », nous cherchons à redonner confiance en la politique, à convaincre que notre démarche révolutionnaire est, dans les circonstances présentes, la solution du réalisme.

3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner

Nul ne peut ignorer le péril de la grande recomposition en cours du camp réactionnaire, dans laquelle une extrême droite renforcée est en mesure de jouer un rôle déterminant. Face à cette menace, notre responsabilité est de faire grandir une alternative porteuse de progrès sociaux et écologiques. La gauche doit combattre plus efficacement le projet de l'extrême droite et de ses forces organisées. Pour y parvenir, ses différentes composantes ne peuvent faire l'économie d'un débat sur le projet à défendre, sur la stratégie à mettre en œuvre, sur les relations à bâtir entre elles. Simultanément, l'action de notre parti doit s'amplifier pour reconquérir les catégories populaires et le monde du travail, pour dépasser la crise globale de la représentation qui constitue le terreau sur lequel prospèrent populisme, complotisme et tentations fascisantes. Notre capacité à nous investir dans les luttes sociales et à dialoguer avec les mouvements citoyens, à les articuler avec des propositions de transformation sera décisive pour que les forces vives du pays investissent le champ politique.

La situation de la gauche après la présidentielle

La situation à gauche n'est pas figée. A ce stade, elle ne permet pas de répondre à l'impérieuse nécessité du rassemblement majoritaire du peuple autour d'une alternative formatrice. Nous voulons la dépasser, en contribuant à clarifier les débats qui traversent toutes les forces de gauche et écologistes, en cherchant à en faire bouger les lignes, en travaillant à des convergences de contenu et d'action, en étant une force motrice d'initiatives et de propositions.

Nous partageons de nombreux combats, dans les luttes sociales et les mouvements citoyens, avec les forces de gauche et écologistes. C'est un levier pour notre travail de reconstruction de la gauche. Néanmoins, comme nous l'avons analysé à l'occasion de la conférence nationale du 10 avril 2021, la campagne du premier tour de la présidentielle a confirmé l'existence de fortes différences.

La France insoumise, ayant vu son candidat bénéficier de l'hyper-présidentialisation de la vie politique, persiste dans la stratégie du « populisme de gauche ». Ainsi se proclame-t-elle la force dirigeante de « l'union du peuple », évacuant de ce fait tous les débats d'orientation à gauche. Ayant attiré à elle l'attente de radicalité de certains secteurs de la société et de tout un pan de la jeunesse, mais ignorant la question stratégique clé de la reconquête des fractions du monde du travail qui se sont détournées de la politique, elle n'a finalement vu dans son résultat à la présidentielle que la confirmation de ses vues hégémoniques sur la gauche et le mouvement social. Considérant de surcroît qu'elle est en situation de profiter d'une accélération de la crise politique, bien que le rapport des forces électorales soit largement favorable à la droite et à l'extrême droite, elle

s'aventure dans des tactiques hasardeuses, qui l'ont conduite à se féliciter des votes du Rassemblement national en faveur des motions de censure déposées par la gauche à l'Assemblée nationale. Nous voulons poursuivre le débat sur le programme et la stratégie avec elle car ces orientations, qui entravent le développement du mouvement populaire, constituent un obstacle pour la capacité de la gauche tout entière à porter une alternative à vocation majoritaire.

Le Parti socialiste, affaibli par des décennies de renoncement devant le libéral-capitalisme, a obtenu, en avril 2022, le plus mauvais résultat de son histoire. Son incapacité à tourner définitivement la page du social-libéralisme, que ne pouvait masquer la campagne de sa candidate sur la « social-écologie », est la raison de cet échec. Ce dernier place la social-démocratie française en état de paralysie durable, même si elle conserve un indéniable enracinement dans les collectifs territoriaux. Un débat d'orientation est en cours en son sein ; il déterminera son avenir. Si son actuelle direction, en rejoignant la coalition de la gauche pour les élections législatives, a manifesté l'intention de restaurer son image auprès des catégories populaires, il lui reste cependant à se doter d'un projet qui lui redonnerait une véritable identité. Le débat doit se poursuivre avec lui, tant sur les objectifs que sur les moyens financiers et les pouvoirs permettant la transformation de la société.

Quant à EELV, son résultat à la présidentielle n'a pas confirmé son succès des européennes de 2019. La conciliation avec l'austérité et le capitalisme vert, comme l'idée que le parti écologiste pourrait réorganiser la gauche autour de lui ont subi un démenti cinglant. Ce parti s'en retrouve aujourd'hui polarisé entre plusieurs orientations : soit occuper l'espace de la social-démocratie en le reconfigurant autour de l'écologie, mais cette tentative a pour l'instant échoué ; soit, au nom du « réalisme » et à l'instar d'autres partis verts d'Europe, rechercher des alliances pouvant l'amener à collaborer à la mise en œuvre d'orientations néolibérales, mais ce serait tourner le dos aux réponses qu'appelle la gravité de la crise écologique ; soit faire le choix d'une prétendue radicalité sociétale, mais sa formulation est aujourd'hui déconnectée des attentes de toute une partie des catégories qui ont intérêt à la transformation sociale et écologique de la société. C'est sur toutes ces questions que nous voulons poursuivre le dialogue avec EELV.

Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives

À l'issue de la présidentielle, l'attente d'unité exprimée par les électeurs et électrices de gauche a conduit à la formation d'une coalition pour les élections législatives, la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale. Dès sa conférence nationale d'avril 2021, notre parti avait d'ailleurs manifesté le souhait que, sur la base des débats de la présidentielle, soit conclu un « pacte d'engagements législatifs » entre toutes les forces de gauche et écologistes. L'accord entre les quatre principales formations de la gauche s'est réalisé après discussion d'un document programmatique et d'une répartition visant à ne présenter qu'un-e candidat-e par circonscription.

Cette coalition a d'emblée souffert d'une double limite : l'accord programmatique maintenait des désaccords sur des questions aussi substantielles que les retraites, l'emploi, la souveraineté énergétique, les propositions à destination de la jeunesse, les

moyens de disputer le pouvoir au capital, le financement d'une politique de transformation, la conception de la République, ou le rôle de la France en Europe et dans le monde ; la volonté hégémonique de LFI – exprimée par une campagne placée sous le mot d'ordre de « Mélenchon Premier ministre » –, qui a conduit ses partenaires, et notamment le PCF, à devoir être absents de l'immense majorité des circonscriptions, bien qu'ils aient fréquemment été les mieux placés pour l'emporter face à la droite ou à l'extrême droite.

Si l'unité constituée dans de telles conditions a permis à la gauche de doubler sa représentation parlementaire, et à chacune des composantes de disposer d'un groupe au Palais-Bourbon, elle n'a en revanche ni enclenché une dynamique de victoire, ni permis de progresser en nombre de suffrages par rapport aux scores cumulés de la présidentielle. Les droites et l'extrême droite sont aujourd'hui largement majoritaires. Si d'importants succès ont pu être enregistrés dans les métropoles, les quartiers populaires des banlieues ou, dans un contexte très particulier, dans les Outre-Mer, les secteurs du monde du travail qui vivent ou sont employés dans les anciens bassins industriels ou les territoires dits périphériques ne se sont manifestement pas reconnus dans la Nupes. Il importe d'en tirer toutes les leçons.

Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail

La bataille prioritaire de la période qui s'ouvre consiste à unir et remobiliser les forces du travail et les catégories populaires. Tel est le débat que nous voulons mener avec l'ensemble de nos partenaires. En dépendent les victoires de demain, la formation d'une majorité politique et d'un gouvernement engageant de grandes réformes de dépassement des logiques capitalistes dominantes. Il s'agit de dissiper le sentiment d'impuissance comme le découragement, et de faire ainsi reculer la démagogie identitaire de l'extrême droite. De nous redéployer au plus près des lieux de vie, dans les entreprises, dans les villes et les quartiers devenus invisibles des puissances d'argent. De porter plus fortement une parole faisant écho à ce que vivent au quotidien des millions d'hommes et de femmes. De mener une action ne se contentant pas de solliciter le vote de ces derniers, mais s'employant à en faire les acteurs et actrices du changement. Comme l'affirmait notre 38^e Congrès, il n'y a pas de rassemblement durable sans intervention populaire.

De par leur histoire, les communistes ont en permanence au cœur le combat pour le rassemblement de la gauche et des forces populaires. Nous continuerons donc à proposer systématiquement l'unité d'action à toutes les forces de gauche, à commencer par celles qui ont mené avec nous la bataille des législatives, sur la base d'accords vérifiés sur les contenus et les formes des initiatives prises pour atteindre nos objectifs. C'est ce que nous faisons dans le cadre de l'intergroupe de l'Assemblée nationale. C'est ce que nous visons en portant dans le débat public des propositions cherchant à rassembler le plus grand nombre de sensibilités progressistes. C'est aussi à cette fin que nous agissons afin que se forment, chaque fois que c'est possible et nécessaire, des fronts de lutte destinés à faire progresser de grandes exigences transformatrices.

De ce point de vue, le défi à relever ne peut se résumer à la participation à la Nupes. Tant les désaccords stratégiques la traversant, que les différences existant entre les programmes en présence, ou encore les conceptions divergentes de l'unité entre

forces de gauche, impliquent de ne pas figer un cadre d'intervention politique sous domination de LFI et coupé des forces organisées dans la société et des citoyen·nes qui peuvent contribuer à renforcer l'influence de la gauche. Il ne saurait donc être question de la transformer en un nouveau mouvement politique, ou en une fédération, se structurant à tous les échelons au prix du dépassement de la souveraineté des organisations qui l'ont formée.

C'est la raison pour laquelle nous lançons un appel à toutes les forces de gauche et écologistes. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une volonté d'être le premier opposant au pouvoir. Nous devons travailler à rassembler une majorité populaire autour d'une alternative de transformation sociale et écologique. Parce que le combat de classe est central pour constituer cette majorité, soutenons les organisations syndicales pour la mobilisation unitaire des salarié·es, sur leurs lieux de travail, par la grève et toute forme d'actions. Construisons, avec elles et nos concitoyen·nes, le projet qui les unira en plaçant en son cœur le travail, la République sociale et démocratique, et une voix souveraine de la France en Europe et dans le monde. C'est ainsi que nous parviendrons à arracher des victoires, à redonner confiance en la politique et en la gauche au monde du travail et aux catégories populaires.

4. Porter nos idées dans toutes les élections

Parce que chaque élection est un moment important de débat politique avec le pays et pour développer les mobilisations, nous avons décidé d'y être présent·es avec nos candidates et candidats. Cette présence, tenant compte des spécificités de chaque scrutin, est la condition même de l'élargissement de notre influence dans le pays. Gagner des élu·es est un facteur décisif pour arracher des avancées utiles à notre peuple dans les institutions, pour faire entendre dans ces enceintes la voix de celles et ceux qui se battent pour le progrès social et la transition écologique, pour donner davantage d'écho à nos propositions.

Les élections européennes de 2024 sont le prochain rendez-vous électoral auquel sera convié notre peuple. Nous voulons mener des batailles politiques qui changent la donne en Europe par des mobilisations, des prises de conscience sur les enjeux, en mettant en débat nos conceptions de la construction européenne et nos propositions. Cela pourra créer les conditions pour renouer avec notre représentation parlementaire. Notre responsabilité est d'autant plus grande que nous avons une place essentielle dans la gauche, et que nous avons joué un rôle central dans la Gauche unitaire européenne ainsi que dans la création du Parti de la gauche européenne. Nous participerons à cette élection et y défendrons notre vision de la construction européenne, en rupture avec les traités existants. Ni sortie de l'actuelle Union européenne ou de l'euro, ni assujettissement au projet capitaliste pour le continent, nous mettrons en avant des propositions allant dans le sens d'une union de nations et de peuples libres, souverains et associés, dans l'objectif de combattre la domination du capital. Nous proposons un fonctionnement à géométrie choisie, respectant les choix souverains des peuples et des nations du continent. Et une politique qui soit fondée sur le mieux-disant social et démocratique, comme sur les nécessaires coopérations industrielles, sanitaires, énergétiques.

Pour préciser son projet, le PCF réunira une conférence d'ici l'été 2023.



Poursuivre le redéploiement du PCF

Relever les défis auxquels nous confronte un système capitaliste en pleine turbulences et porteur de lourdes menaces pour les peuples, mener la bataille d'idées à partir de notre projet communiste, travailler à l'essor d'un puissant mouvement populaire et œuvrer à l'émergence d'une alternative de transformation radicale de l'ordre existant implique de se doter d'une organisation politique efficace et démocratique.

Les femmes et les hommes ont besoin de s'organiser dans la durée pour mener ces combats.

Parce que les crises expriment, de façon pressante le besoin de transformations radicales, de luttes et de rassemblements, le besoin de conscience de classe, d'unité du monde du travail, d'une irruption populaire sur le terrain politique, il y a besoin comme jamais d'un parti comme le Parti communiste.

Nous voulons que nos actions pèsent dans la société, qu'elles soient utiles à celles et ceux avec lesquels nous nous battons au quotidien. C'est une force de construire des batailles communes sur tout le territoire.

Les adhérent-es constituent le cœur et la force de l'organisation communiste. Porteur-ses d'aspirations, de combats, d'engagements, elles et ils nourrissent le collectif qui met en débat l'ensemble de leurs propositions, et sont sa force de rayonnement, chacun-e ayant sa singularité.

Nous cherchons à mettre en mouvement chacun-e d'entre elles et eux dans des batailles concrètes, en offrant les structures les mieux adaptées aux luttes d'aujourd'hui.

Surtout, nous voulons être beaucoup plus nombreux-ses dans un mouvement de réappropriation populaire de la lutte politique.

Nous voulons nous adresser à des milliers de femmes et d'hommes pour constituer avec elles et eux un grand parti populaire et révolutionnaire pour des conquêtes nouvelles, pour ouvrir le chemin des « Jours heureux » du 21^e siècle.

Nous entendons bâtir l'organisation qui permettra à des milliers d'hommes et de femmes de retrouver le chemin de la politique, en offrant un cadre fraternel et humain d'action, de réflexion et de formation, où chacun-e construit, grâce au collectif, le chemin de son émancipation.

Se nourrissant des apports du marxisme vivant, le PCF recherche ainsi les conditions de l'intervention individuelle et de la construction d'une volonté commune. Il organise le débat collectif et interroge en permanence son fonctionnement, pour construire l'efficacité et l'utilité de son action grâce à la mise en mouvement du plus grand nombre.

1. Engager la bataille décisive du renforcement

Animée nationalement et par les instances locales, la bataille du renforcement doit être l'affaire de toutes et tous. Chacun-e est appelé-e à convaincre. Nous nous donnons l'ambition que le Parti communiste réalise 10 000 nouvelles adhésions d'ici 3 ans, en nous adressant à toute la société, au salariat, aux catégories populaires, à la jeunesse, au monde de la culture et de la création artistique.

Un soin particulier sera apporté à leur accueil, dans un cadre convivial et fraternel, de manière individuelle ou collective. Un livret d'accueil leur sera remis. De manière générale, le lien avec

chaque adhérent-e est primordial. Il est une des conditions de notre efficacité et doit faire l'objet d'une attention et d'un suivi particuliers.

2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail

À l'entreprise et sur les lieux de travail se nouent l'exploitation et les dominations capitalistes. L'entreprise est un lieu de pouvoir du capital.

Le patronat et les directions y décident de la production, de l'allocation des richesses produites, de l'organisation du travail et de sa finalité, des services rendus à la population, des créations

et destructions d'emplois... Ils diffusent activement les idées qui confortent leurs décisions et ils y font de la politique au quotidien.

L'entreprise est au cœur des luttes sociales, de la prise de conscience de classe, de la construction du rassemblement populaire.

C'est pourquoi le déploiement de l'activité des communistes sur les lieux de travail doit devenir un objectif prioritaire, partagé, une orientation portée par l'ensemble du parti. Cela doit trouver une traduction concrète dans notre organisation, en prenant appui sur ce qui a été expérimenté et construit depuis 4 ans, et en franchissant un nouveau cap.

Sections, cellules, réseaux, collectifs de bassin d'emploi, nous avons besoin de démultiplier les lieux de structuration et d'activité des communistes sur les lieux de travail. Cela appelle la définition, du local au national, d'objectifs et de priorités, ainsi qu'un travail national d'organisation nécessitant des moyens dédiés.

Une conférence nationale sera organisée pour définir une feuille de route.

Le journal « Agir » doit devenir l'espace d'élaboration et d'échanges des communistes à l'entreprise et autour d'elle. Il doit faire l'objet d'une diffusion régulière sur l'ensemble du territoire et bénéficier d'un tirage national.

3. Féminiser et faire vivre le féminisme

Le PCF n'est pas exempt d'une différenciation de genre dans la répartition des actes militants et des responsabilités. C'est un obstacle à l'intervention des femmes dans toutes les dimensions du combat communiste, et cela affaiblit celui-ci en retour.

Cette situation doit faire l'objet d'une réflexion et d'une action déterminée.

Si le parti ne peut à lui seul corriger les inégalités de genre qui entravent l'engagement politique des femmes et leur prise de responsabilités, il doit tout mettre en œuvre pour les renverser en son sein et faire de l'engagement politique un levier d'émancipation, à partir d'une compréhension fine des mécanismes à l'œuvre.

Cela doit se traduire en actes : dans notre conception de l'engagement politique, du débat, de construction collective, des formations, ainsi que de la politique de cadres et des trajectoires militantes jusqu'à la prise de responsabilité, notamment des femmes issues des classes populaires

La parité doit être généralisée et respectée : parité des temps de parole, des responsabilités collectives et individuelles, des élu-es, des participations aux formations, mais aussi de notre représentation dans les événements publics (tables-rondes, conférences...).

Nous décidons d'un travail d'organisation qui nous fasse sortir du discours pour donner une traduction concrète à ces ambitions. Si cet axe fort doit traverser l'ensemble des organisations du parti, il incombe au secteur « Vie du parti » de désigner une responsable chargée du suivi des actes posés par les fédérations, de leur mutualisation, et des évolutions constatées.

Aucune forme de violence sexuelle ou sexiste n'est tolérable

au sein du Parti communiste, qui met à disposition de tous ses adhérent-es ses outils, le dispositif « Stop Violences » et le livret « Tolérance zéro » notamment. Notre parti entend créer les conditions d'un militantisme sain et sécurisé, au bénéfice de toutes et tous.

4. Étendre l'influence communiste dans la jeunesse

Le PCF, tout en ayant sa propre activité en direction des jeunes, a fait le choix d'avoir une organisation de jeunesse, en capacité de définir ses choix, ses orientations, ses modalités d'interventions, en lien avec sa génération. C'est l'indépendance d'organisation du Mouvement jeunes communistes de France et de sa branche étudiante, l'UEC.

Respecter cette indépendance ne signifie pas une étanchéité. Cela appelle au contraire à multiplier les liens, les échanges mutuellement enrichissants, afin de confronter nos analyses et expériences. Cela implique également d'apporter toute l'aide nécessaire, y compris financière, afin de permettre le développement de l'activité des jeunes et étudiant-es communistes sur l'ensemble du territoire national.

5. Reconquérir les milieux populaires

Alors que les services publics reculent, qu'un chômage de masse perdure, et que de nouvelles formes de travail isolent les travailleuses et travailleurs, la reconquête des milieux populaires nous confronte à un défi concernant aussi bien les quartiers populaires que les territoires péri-urbains ou ruraux.

Une réflexion doit être menée afin d'aider nos camarades à réimplanter le parti dans ces secteurs. Nous pouvons rassembler largement sur un discours de classe, de création d'emplois et de formations qualifiantes, de défense des services publics, de respect des modes de vie.

Les initiatives de solidarité concrète que les sections et fédérations mettent en place (ventes solidaires de fruits et légumes, journées à la mer, soutiens scolaires, collectes alimentaires et de fournitures...), au-delà de l'aide qu'elles apportent ponctuellement, expriment en actes la fraternité, la solidarité de classe. Elles doivent également constituer des actes politiques en cohérence avec l'ensemble de notre projet et des revendications que nous portons. Ces initiatives sont des occasions de coopération avec d'autres organisations locales partageant nos valeurs.

La direction nationale s'attachera à mettre à disposition les ressources nécessaires à leur réussite, en travaillant à des mutualisations et à des contenus politiques adaptés.

6. Franchir un nouveau cap pour la formation

Chaque adhérent-e doit pouvoir disposer de tous les outils pour être pleinement acteur·trice du PCF et participer au combat communiste dans la société. Cela implique une mise en partage des élaborations théoriques et des pratiques militantes, des conceptions de la société et du projet communiste. La formation politique et théorique est un outil décisif de construction du collectif

agissant. Elle est un élément indispensable à la mise en mouvement des communistes et à la prise de responsabilité. Elle peut être animée par des communistes, des camarades de combat ou des organisations citoyennes, pour ne négliger aucun apport.

Chacune et chacun doit pouvoir accéder à une formation adaptée. Dans cet objectif, les directions organisent des temps de formation, faisant vivre les apports marxistes, notamment en lien avec nos revues.

Lors des dernières années, un effort important a été réalisé par le secteur formation national : refonte des formations avec les stages de base et les stages cadres, création des stages régionaux, recensement et réunion des référent-es fédéraux-ales à la formation.

Cependant, notamment parce le PCF doit nourrir de grandes ambitions en matière de renforcement militant et parce qu'il est confronté à un rapide renouvellement de ses cadres, il nous faut amplifier ce mouvement à tous les échelons des organisations du PCF. Le congrès mandate en ce sens les directions pour que la formation, en lien avec une politique des cadres, soit considérée comme une priorité. Il propose qu'un conseil national soit consacré à la formation afin qu'un plan d'ensemble soit élaboré et mis en œuvre en ce sens.

7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes

La structuration de notre activité doit viser la mise en mouvement de tous les communistes. En lien avec l'implantation réelle du parti, il nous faut réfléchir au fonctionnement de nos sections en les tournant vers le développement d'une activité impliquant chaque adhérent-e, travailler à la structuration la plus favorable à cela.

L'importance de la proximité : les cellules

La cellule de quartier ou de lieu de travail est l'échelle qui permet la vie politique et l'activité de terrain régulière en prise avec les aspirations, ainsi que la prise de responsabilité partagée.

Un effort important doit être fourni par les sections et les fédérations pour créer des cellules partout où c'est possible.

Régulièrement, le conseil national tiendra une session sur l'organisation et le fonctionnement du parti. Elle aura en particulier pour charge de dresser l'état des lieux des cellules, sections, réseaux et d'en tirer les objectifs politiques de développement.

L'intérêt des réseaux thématiques et de salarié-es, des commissions thématiques.

Il nous faut multiplier les portes d'entrée en politique, les lieux de structuration, les outils pour mener nos batailles politiques. Les réseaux thématiques et les commissions peuvent répondre à ce besoin. Les réseaux de salarié-es permettent de faire tomber les barrières géographiques, de favoriser une intervention coordonnée sur un territoire ou au niveau national. Les commissions thématiques peuvent être ouvertes à des femmes et des hommes qui, sur une question, sont prêts à s'engager avec nous.

La direction nationale a pour mandat d'approfondir les efforts pour faire exister des espaces d'échanges transversaux entre réseaux et commissions thématiques, afin de pouvoir se nourrir

de l'élaboration de tout le parti. Il lui revient d'organiser le dialogue avec les commissions et réseaux.

De façon générale, toutes les modalités de prises d'initiative et de rencontres entre militant-es peuvent être favorisées dès lors qu'elles contribuent au renforcement de notre organisation et au rayonnement de nos idées.

Le besoin de solidarité interne

À partir de nos zones de force, nous nous donnons l'ambition collective de nous redéployer sur l'ensemble du territoire national, notamment là où les fédérations et sections peuvent connaître des difficultés liées à l'absence de moyens ou de renouvellement suffisant. C'est une condition indispensable pour être une force politique en capacité de s'adresser à l'ensemble du pays.

Nous devons pour cela réfléchir à de nouveaux gestes permettant de faire vivre la solidarité à différentes échelles : aide du conseil national, coopérations avec d'autres départements ou sections, mutualisations,...

8. Faire mieux fonctionner les instances de direction

Les instances de direction ont en charge l'impulsion de l'activité du parti et le débat des communistes. Elles créent les conditions de leur prise d'initiative et de la mise en œuvre de leurs décisions, dans un aller-retour permanent avec eux. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre toutes et tous, et la coordination des différentes organisations locales ou nationales.

Elles ont à cœur de mettre tou-ttes les communistes en mouvement et veillent au cadre convivial et fraternel de la vie du parti et de l'activité politique.

L'existence de sensibilités diverses au sein de notre parti est une réalité qui doit nous enrichir mutuellement dans une recherche permanente d'unité et de dépassement des contradictions. C'est dans la diversité, dans les débats menés à leur terme que les communistes construisent leur unité d'action.

Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives de la diversité des adhérent-es, tant sociale que professionnelle, et rassembler des communistes aux expériences et cultures diverses. Une attention particulière doit être portée à la présence de militant-es issu-es des milieux populaires, comme au renouvellement régulier des instances.

Quant au conseil national, il doit gagner en efficacité et en capacité d'action. Il importe de créer toutes les conditions pour que les membres du conseil national soient pleinement en capacité d'assumer leur responsabilité de dirigeant-es nationaux-ales, avec les tâches qui en découlent. Lieu de débat argumenté, il lui faut travailler à la mise en œuvre des décisions de congrès, en relation avec les évolutions de la vie politique et de la société. Il doit traduire la volonté collective des communistes.

9. Faire vivre le réseau des élu-es du PCF

Le PCF a vocation à avoir des élu-es à tous les échelons de pouvoir, pour mener les batailles politiques jusque dans les

institutions, y construire des actions au service des populations, engager des résistances et des transformations plus profondes, appuyer le mouvement social.

Ces élu-es sont en effet l'une des grandes richesses de notre parti, relayant ses batailles d'idées et ses initiatives, contribuant ce faisant à son rayonnement.

Les élu-es communistes, républicain-es et citoyen-nes, organisé-es au sein de la Coopérative des élu-es CRC (qui vient de se constituer à la suite du Congrès de l'Anecr), mènent des batailles politiques essentielles pour répondre aux besoins des populations en construisant des politiques publiques innovantes au service du plus grand nombre. Ils et elles travaillent en permanence à associer le plus grand nombre de citoyen-nes aux décisions qui les concernent. Les élu-es communistes et républicain-es travaillent, dans la diversité de leurs territoires et champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes pour une égalité réelle, plus de justice sociale et une écologie populaire, en dépit des contraintes budgétaires et des politiques d'austérité. Leur apport singulier dans les majorités ou dans l'opposition à des majorités de droite et d'extrême droite est un point d'appui pour les populations, tout autant que pour les communistes.

Il est nécessaire, en un moment marqué par une très grave crise démocratique, de veiller à la désignation de salarié-es et de personnes issues des couches populaires, comme candidat-es et élu-es. Ces élu-es, désigné-es par les adhérentes et adhérents, entretiennent un lien permanent avec le parti. Ils et elles travaillent en relation avec les commissions à la cohérence entre le projet communiste et sa traduction en propositions. C'est grâce à une action coordonnée, où les élu-es prennent appui sur l'activité politique des communistes et l'alimentent en retour, que des avancées concrètes peuvent être obtenues.

Gagner de nombreux-ses élu-es participe de la construction des rapports de force, de la connaissance des institutions, de la formation, et des parcours militants. C'est une dimension du combat communiste, qui peut parfois générer des contradictions qui sont à lever grâce au dialogue régulier avec les adhérent-es.

10. Renforcer nos revues

Cause commune, Économie et politique, Progressistes, Carnets rouges sont des outils de production théorique et d'ouverture vers le monde de la recherche scientifique, le monde syndical, les intellectuel-les. Ces revues constituent des outils de réflexion, de travail et de formation autour des orientations du Parti communiste dans un dialogue avec la société.

Les structures locales du parti doivent travailler à leur appropriation par les adhérent-es et à leur diffusion.

11. Développer nos médias départementaux et régionaux

Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes : les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien *La Marseillaise* sont des précieux points d'appui pour faire rayonner nos idées dans la proximité alors que le paysage médiatique est toujours plus marqué par la concentration. Les développer en papier comme en numérique est un objectif prioritaire. Pour cela, nous engageons la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

12. Faire lire *L'Humanité*, bien commun des communistes et de leurs ami-es

Journal communiste, journal d'information indépendant, il est ancré dans les luttes sociales et écologiques, comme dans le monde de la culture et de la création. Journal d'analyse, d'enquête et de débat, il est le lieu d'un dialogue avec les forces syndicales, associatives, du mouvement social. *L'Huma* est un outil décisif des batailles sociales et politiques nationales. Son développement est un objectif politique prioritaire.

Nous avons l'ambition que chaque militant-e devienne lecteur, lectrice et promeuve le journal, que les communistes puissent se nourrir du journal afin de les aider dans leurs combats et leurs analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

Nous faisons le choix du bonheur

Une page nouvelle de l'histoire du communisme français va s'écrire. A un moment crucial pour le monde et pour la France, nous faisons le choix de l'engagement au service du progrès, de la justice sociale et climatique, de la démocratie, de la paix. Lors de l'élection présidentielle de 2022, nous avons porté l'idée de nouveaux « Jours heureux » pour notre pays.

Le projet communiste, qui se donne pour dessein de dépasser un capitalisme dévastateur afin de faire naître une civilisation enfin libérée de toutes les formes d'aliénation, se retrouve entièrement dans cette perspective. Les forces existent pour que les peuples reprennent leur destin en main. Nous n'avons pour seule ambition que d'y concourir. Afin, comme y appelait déjà notre Grande Révolution, que le bonheur redevienne une idée neuve.